



POLITIQUE NATIONALE

L'UMP avance vers le schisme

La crise que traverse l'Union pour un mouvement populaire (UMP) que préside Digne Elvis Okombi Tsalissan a atteint son paroxysme avec la bagarre du 16 octobre dernier. L'aile dissidente, dirigée par le député Jean Valère Mbani, a rendu publique, mardi, une déclaration dans laquelle elle envisage de convoquer courant décembre un congrès extraordinaire du parti. Une démarche qui ouvre la voie au schisme au sein de cette organisation politique.

« Il est entendu que le congrès extraordinaire du parti est inclusif. Tous les membres de l'UMP, y compris M. Tsalissan, y sont conviés », a déclaré Jean Valère Mbani.

Page 3



Valère Mbani entouré de deux autres membres du comité de crise/DR

SÉCURITÉ AÉROPORTUAIRE

Le Congo félicité par l'OACI



Photo de famille des deux délégations lors de la mission de validation/DR

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) félicite le Congo pour « les progrès significatifs » réalisés conformément aux lignes directrices et aux principes énoncés dans le Manuel du programme universel d'audits de supervision de la sécurité-surveillance continue, ainsi qu'au Proto-

cole d'accord signé entre la République du Congo et cette organisation. Pour la partie congolaise, « le bon résultat » réalisé ne dispense pas le pays des responsabilités à assumer, mais plutôt l'incite à « poursuivre son effort à travers la réalisation de certaines actions prioritaires ».

Page 4

FESTIVAL TUSÉO

On va beaucoup rire à partir de demain

Le festival du rire Tuséo se tiendra du 24 au 26 octobre dans la capitale congolaise, notamment à l'Institut français du Congo et au Centre culturel russe. Placée sous la thématique « Quinze ans d'éclats...de rire », cette douzième édition regroupe une quinzaine de talentueux humoristes et musiciens venus

d'Afrique et d'Europe. Ce rendez-vous de l'humour va rendre hommage à l'un de grands comédiens congolais, Kaba Ndudi. La programmation prévoit, entre autres, des rencontres, des projections, de la musique, des ateliers, des expositions.

Page 16

RUSSIE-AFRIQUE

Développer et renforcer des relations mutuellement avantageuses



Le centre de conférence de Sochi en Russie/DR

Le développement et le renforcement des relations mutuellement avantageuses avec les pays africains et leurs groupements d'intégration font partie des priorités du sommet Russie-Afrique qui s'ouvre ce 23 octobre, à Sochi (Russie), où sont présents une trentaine de dirigeants africains et représentants des milieux d'affaires.

« L'idée d'organiser un tel événement a surgi il y a longtemps, mais il a fallu du temps et de grands travaux préparatoires pour que le sommet de-

viennne le point de départ pour des relations de partenariat équitables, fondées sur l'égalité en droit et l'intérêt pratique mutuel », a indiqué le président Vladimir Poutine, dans une interview accordée à l'Agence Tass, quelques jours avant le sommet.

Pages 6-7

ÉDITORIAL

Absence

Page 2

ÉDITORIAL

Absence

Nos deux quotidiens *Les Dépêches de Brazzaville* et *Le Courrier de Kinshasa* n'ayant pu être imprimés ces derniers jours dans notre atelier, seules leurs versions électroniques ont été accessibles pour les nombreux, très nombreux lecteurs qui parcourent chaque jour les pages de ces journaux. Nous en sommes d'autant plus désolés que nous ne sommes pas responsables de cette absence.

Si nous l'évoquons ici et maintenant, c'est, en effet, parce qu'elle illustre l'un des problèmes les plus graves auxquels se trouvent aujourd'hui confrontés les entreprises congolaises. Un problème qui tient au fait qu'il est devenu très difficile, pour ne pas dire impossible, de transférer hors du Congo, dans des délais raisonnables, les sommes nécessaires pour l'acquisition des produits de base dont dépend leur propre production.

Il s'agit, en ce qui nous concerne, du papier, des encres, des plaques, des blanchets, des solutions de mouillage qui permettent d'imprimer chaque nuit, sur notre rotative, les journaux que vous, lecteurs, pouvez ensuite acheter chaque matin dans la rue ou que vous recevez directement dans vos bureaux si vous êtes abonnés. Autant de matières premières dont l'acheminement vers le Congo est devenu pour nous un casse-tête puisque les banques ne peuvent plus transférer, dans un délai raisonnable, les sommes nécessaires vers leurs producteurs ou leurs vendeurs en Europe, en Asie et ailleurs.

Ce à quoi nous assistons dans le moment présent n'est pas autre chose que l'asphyxie financière d'une économie qui repose pour une large part, comme toutes les autres économies de la planète, sur les échanges avec le monde extérieur. Une asphyxie qui a d'ores et déjà des conséquences dramatiques sur les activités nationales et donc l'emploi, le commerce, la croissance, bref la vie individuelle et collective de la nation congolaise.

Disons-le nettement : il est temps qu'au plus haut niveau de la sphère gouvernementale soit enfin prise la véritable mesure du danger que recèle l'impossibilité de payer, dans un délai raisonnable, les fournisseurs des entreprises congolaises, mais aussi d'envoyer aux collaborateurs qui travaillent hors du pays les sommes qui leur sont dues. Urgence absolue, nous en sommes tout à la fois témoins et victimes !

Les Dépêches de Brazzaville

POLITIQUE NATIONALE

Martin Mberi condamne l'incident de l'hôtel Saphir

Le secrétaire permanent du Conseil national du dialogue, dans une déclaration rendue publique le 19 octobre, a appelé tous les acteurs politiques du pays à cesser définitivement de faire recours à la violence qui n'a, selon lui, aucun sens.

« Ce qui s'est déroulé à l'hôtel Saphir, le mercredi 16 octobre 2019, et qui a consisté en l'agression d'un participant à une réunion visant à mettre en place les mécanismes d'une réflexion globale de pacification durable de la vie politique nationale par un ancien ministre, de surcroît député en exercice qui ne faisait pas partie de la

Il a également rappelé que la Constitution du 25 octobre 2015 a mis en place une nouvelle institution chargée de mener au quotidien un dialogue. Il s'agit, d'après lui, d'une institution permettant à chacun, à tout moment, de mettre en exergue sa vision de la construction d'un Congo uni et prospère. « Dès lors, les comportements physiques, mo-

s'agit maintenant de pratiquer de manière constante le dialogue dont les résultats sont souvent pertinents. (...) prenons conscience de cette tare, nous devons employer la force de l'argument plutôt que l'argument de la force », a conseillé le secrétaire permanent du Conseil national du dialogue.

Notons que cette déclaration fait suite à l'agression d'un participant à une rencontre que le Conseil national du dialogue a organisée, le 16 octobre, avec les responsables des partis politiques du centre. Il s'agit notamment de la bagarre enclenchée par le président de l'Union pour un mouvement populaire, Digne Elvis Tsalissan Okombi, qui a blessé un de ses anciens collaborateurs, devenu dissident depuis quelques mois à cause d'une crise qui déchire ce parti.

Parfait Wilfried Douniama

« Dès lors, les comportements physiques, moraux ou intellectuels violents ne sauraient que détruire les efforts d'apaisement de notre nouvelle institution (...) Il s'agit maintenant de pratiquer de manière constante le dialogue dont les résultats sont souvent pertinents. (...) prenons conscience de cette tare, nous devons employer la force de l'argument plutôt que l'argument de la force »

réunion, reste incompréhensible, injustifiable, intolérable et condamnable », a déploré Martin Mberi.

raux ou intellectuels violents ne sauraient que détruire les efforts d'apaisement de notre nouvelle institution (...) Il

Jean Michel Bokamba-Yangouma présente des excuses

Dans un message d'excuses rendu public récemment, le coordonnateur du Collège des présidents des partis du centre est revenu sur « les vives tensions qui règnent actuellement au sein de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) »

Déplorant les images honteuses du spectacle désolant, Jean Michel Bokamba-Yangouma a rappelé que cela est contraire aux valeurs cardinales de dialogue que défendent depuis toujours les partis du centre. « Face à cette surprenante dérive de position doctrinale, le devoir m'oblige de présenter, au nom du collectif des présidents

des partis du centre, toutes nos excuses aux dirigeants politiques de notre pays ; aux cadres, militants et sympathisants de notre espace politique pour la violation flagrante et le non-respect des valeurs du centre, perpétrés par une frange de notre composante politique », s'est excusé le coordonnateur du Collège des présidents des partis du centre.

Il a, enfin, souhaité que la justice, qui a en charge le dossier UMP, puisse dire le droit afin que « la paix et la discipline règnent dans les rangs des partis du centre ».

P.W.D.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raissa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service)

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VIE DES PARTIS

L'UMP tiendra son congrès extraordinaire avant la fin de l'année

L'information a été donnée, le 22 octobre, à Brazzaville, par Jean Valère Mbani, président du comité de crise de la formation politique, lors d'un point de presse.



Valère Mbani entouré de deux autres membres du comité de crise DR

L'Union pour un mouvement populaire (UMP), un parti du centre, organisera finalement son congrès extraordinaire d'ici au mois de décembre, dans la capitale congolaise. S'exprimant au nom du comité de crise mis en place, le premier vice-président de ce parti, Jean Valère Mbani, a assuré que le travail confié aux deux commissions préparatoires installées en août dernier était suffisamment avancé.

« Il est entendu que le congrès extraordinaire du parti est inclusif. Tous les membres de l'UMP, y compris M. Tsalissan, y sont

conviés. Ce congrès sera un moment important où chacun devra s'exprimer librement. Chaque cadre aura le choix de ses ambitions et les visions concordantes s'uniront pour bâtir leur futur que chacun assumera », a déclaré le député de Yaya, rappelant que la vie du parti appelait au respect des institutions de la République et aux règles de la démocratie: la tolérance, l'écoute et le respect de l'autre.

Rappelons que l'UMP traverse depuis quelques mois une crise sans précédent. En effet, le parti est actuellement divisé en deux franges,

jouant au jeu de ping-pong avec des annonces de radiations de part et d'autre.

En effet, il y a d'un côté Jean Valère Mbani, qui est à la tête d'un comité de crise, et de l'autre, un groupe dirigé par le président-fondateur, Digne Elvis Tsalissan Okombi. Les deux camps réclament, chacun, la légitimité dans la gestion des affaires courantes du parti. Ces divisions sont à l'origine de l'incident du 16 octobre, survenu à l'hôtel Saphir, ayant occasionné un blessé, Frédérique Lahouya, secrétaire nationale de cette formation politique.

Parfait Wilfried Douniama

ZONE CÉMAC

La BDEAC obtient 71 millions d'euros destinés aux projets intégrateurs

L'aide budgétaire globale française en faveur de la sous-région est désormais logée à la Banque de développement de l'Afrique centrale (BDEAC). Un accord a été signé récemment entre elle et la commission Cémac.

L'aide française, auparavant versée directement sur le compte de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) avant la signature de l'accord, est rétrocédée à la BDEAC. Le document va permettre à l'institution financière de recevoir un montant additionnel de six millions d'euros en plus de soixante-cinq millions initialement mobilisés pour le financement des projets intégrateurs.

« À travers les avenants aux actes de rétrocession signés, la BDEAC réaffirme son positionnement et son savoir-faire en tant qu'institution de financement de la Cémac », a souligné un communiqué de la banque, ajoutant que les documents ont été signés en marge de la réunion de la zone franc, tenue du 10 au 11 octobre à Paris, en France.



Le vice-président de la BDEAC, Marcel Ondele, et le président de la Commission de la Cémac, le Pr Daniel Ona Ondo, représentaient la sous-région à la deuxième réunion des ministres des Finances de la zone franc au titre de l'année en cours.

La présence des repré-

sents de l'institution lors de la rencontre de Paris à l'affermissement de la coopération de la BDEAC avec d'autres institutions financières s'inscrit dans la logique de la dynamisation de ses interventions en tant qu'institution de financement du développement de l'espace communautaire.

Fiacre Kombo

GOUVERNANCE

Le Prisp soutient la mise en place de la cellule de suivi des réformes

Le nouvel organe, institué le mois dernier, est placé sous la tutelle du Premier ministre. Le Projet des réformes intégrées du secteur public (Prisp), qui a appuyé sa création, promet de financer le recrutement des consultants et les travaux techniques.

La réforme de la gouvernance est le premier axe majeur du Plan national de développement 2018-2022. La cellule de suivi des réformes devrait intervenir en tant qu'organe d'appui à la décision de la primature, chargée du suivi-évaluation des activités visant à améliorer la gouvernance du secteur public.

En effet, doté d'un comité de coordination et d'un secrétariat permanent, l'organe a pour mission de contribuer à l'amélioration de l'efficacité des marchés publics ; du processus de la réforme de l'État et de l'administration publique ; de la fiscalité forestière ; du système judiciaire et l'intensification de la lutte contre la corruption.

Dans les tout prochains jours, cinq experts-consultants nationaux individuels seront recrutés en vue de renforcer cette cellule de suivi des réformes. Pour un meilleur aboutissement de ce processus, les partenaires plaident en faveur de l'insertion de nouvelles composantes économiques et administratives nécessaires dans l'action gouvernementale. Ils sont également favorables au renforcement des capacités au niveau institutionnel, logistique et financier de l'État.

À noter que le Prisp est un projet du gouvernement financé par la Banque mondiale à hauteur de quarante millions de dollars, soit 23,445 milliards francs CFA, pour une période de cinq ans (2017-2022). Ce projet vise à maximiser la collecte des recettes financières domestiques hors pétrole et la gestion des finances publiques, la modernisation de l'administration publique, le renforcement de la redevabilité et la reddition des comptes.

F.K. et Gloria Lossele

ELECTRICITÉ

E2C dotée d'un véhicule de localisation de défauts souterrains

L'automobile a été officiellement remise, le 21 octobre à Brazzaville, au directeur de distribution, Jules Souka, par le représentant du Projet eau, électricité et développement urbain (Peedu), Paul Gulu.

Le nouveau véhicule permettra de détecter, localiser les défauts de câbles souterrains en moyenne tension (MT) ou basse tension (BT) avant d'assurer une quelconque maintenance. Pour ce faire, les agents de la société Energie électrique du Congo (E2C) bénéficieront,



Le véhicule réceptionné par la société E2C

du 22 au 25 octobre, d'une formation dispensée par une équipe de techniciens envoyée par le fournisseur, à savoir la société Megger. Pendant quatre jours, tous les aspects techniques en ce qui concerne l'utilisation de ce véhicule seront balayés afin d'en faire bon usage.

Pour Paul Gulu, le secteur d'électricité fait partie des contribuables très importants dans le modernisme ainsi que dans le développement du pays. A cet effet, ce véhicule de détection de panne sera d'une grande utilité. « Le véhicule facilitera la lecture et les interprétations des informations de localisation afin d'entretenir le réseau. Donc le travail sera davantage simplifié et accéléré », a-t-il indiqué.

Par ailleurs, le directeur de distribution de l'E2C, Jules Souka, a souligné que les installations souterraines ne sont pas leurs propres problèmes. Les câbles souterrains se dégradent avec le temps et se rompent. « On a constaté que le temps d'intervention face à une situation de panne était long. En ce qui concerne certaines pannes souterraines, il nous fallait toute une journée pour les rechercher et les détecter », a-t-il déclaré. « Grande est ma joie à la réception de cet investissement fait par le gouvernement par l'entremise de nos partenaires. Ce véhicule a plusieurs avantages, même sous les intempéries, les agents pourront ainsi faire une bonne recherche et étude afin de localiser la vraie source du problème », a-t-il ajouté.

Cofinancé par le gouvernement et la Banque mondiale, le Peedu a pour objectif d'accroître durablement l'accès des habitants des zones ciblées de Brazzaville et de Pointe-Noire aux infrastructures de base, à l'eau potable et à l'électricité.

G.L.

AVIATION CIVILE

L'OACI félicite le Congo pour des progrès significatifs réalisés

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), dont le siège se trouve à Montréal, au Canada, a congratulé le pays pour les efforts remarquables fournis, au terme de la mission de validation coordonnée (ICVM) de juin 2019.

Selon l'Agence nationale de l'aviation civile, cette mission a été effectuée conformément aux lignes directrices et aux principes énoncés dans le Manuel du programme universel d'audits de supervision de la sécurité - surveillance continue (Doc 9735) de l'OACI, ainsi qu'au Protocole d'accord signé entre la République du Congo et l'OACI. A l'issue de cet examen, le statut des questions de protocoles jugées satisfaisantes a été traduit par un taux de conformité global (EI) actualisé de 66,99%, situé au-delà de la moyenne mondiale.

Le bon résultat réalisé par le Congo n'a pas pour autant sonné le glas des responsabilités à assumer. Bien au contraire, le pays a pris l'engagement de poursuivre son effort à travers la réalisation de certaines actions prioritaires. Il s'agit notamment de :

compléter et renforcer le mécanisme de résolution des pro-



Les délégations du Congo et de l'OACI lors de la mission de validation/DR

blèmes de sécurité ; mettre en œuvre de façon appropriée, les programmes de formation pour les personnels de supervision

de la sécurité ; mettre en œuvre le processus et les procédures détaillées de certification, de délivrance des licences, de super-

vision des services de navigation aérienne et des aérodromes ; s'assurer que tout octroi de permis d'exploitation

aérienne (AOC) ou toute approbation particulière se déroule dans le strict respect chronologique des cinq phases du processus de certification ; veiller à la mise en œuvre des programmes de surveillance continue afin de s'assurer que toutes les activités menées par les exploitants soient conformes à la réglementation ; et enfin, conduire à terme le processus en cours de certification des aéroports de Brazzaville et Pointe-Noire pour tenir compte de l'effort de modernisation des infrastructures aéroportuaires réalisé par le gouvernement, dans le cadre du programme de municipalisation accélérée. Ce succès ouvre à l'Agence nationale de l'aviation civile les portes de la commission de l'Union européenne en vue de la sortie très prochaine des exploitants aériens de la République du Congo de la liste de sécurité de cette organisation.

Thierry Missat



REPUBLIQUE DU CONGO
PROJET EAU, ELECTRICITE ET DEVELOPPEMENT URBAIN (PEEDU)
Financement : Banque mondiale
BP 2099 BRAZZAVILLE.



Tél. : [00 242] 556 87 87 Email : pedu_congo@yahoo.fr

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 005/PEEDU/2019 DU 15 OCTOBRE 2019 RELATIF A L'AUDIT EXTERNE FINANCIER ET COMPTABLE DU PEEDU

Publication du 15 Octobre 2019.

Le Gouvernement de la République du Congo et la Banque Mondiale (l'Association Internationale de Développement (IDA), la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement BIRD) ont convenu de cofinancer le Projet Eau Electricité et Développement Urbain (PEEDU) et voudrait utiliser une partie des ressources de ce crédit pour financer le contrat de services d'expertise d'un Cabinet pour la réalisation de l'audit externe financier et comptable régulier.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet, il est prévu le recrutement d'un Consultant pour la réalisation de l'audit financier et comptable des comptes du Projet. L'intervention de l'auditeur couvrira la période du 1er janvier 2019 au 30 avril 2021

Le PEEDU s'articule autour de trois composantes essentielles :

- une composante A : "INFRASTRUCTURES URBAINES ET SERVICES" subdivisée en deux sous-composantes: (i) une sous composante "infrastructures urbaines" et ; (ii) une sous-composante "appui institutionnel" ;
- une composante B : "APPROVISIONNEMENT EN EAU" subdivisée en deux sous-composantes: (i) une sous-composante "amélioration et extension des services d'approvisionnement en eau" ; (ii) une sous composante "appui à la réforme du secteur de l'eau" ;
- Une composante C : "REFORME DU SECTEUR DE L'ENERGIE ELECTRIQUE" subdivisé en cinq (5) sous-composantes suivantes: (i) Appui au MEH pour la réforme du secteur de l'électricité ; (ii) Appui au MEH pour des mesures clés nécessaires à la réforme ; (iii)

Amélioration du réseau de transport et de distribution de l'électricité de la SNE ; (iv) Amélioration des résultats opérationnels de la SNE dans les principales branches d'activités ; (v) Renforcement institutionnel et développement des capacités de la SNE.

L'objectif de l'audit financier et comptable est de permettre d'exprimer une opinion professionnelle et indépendante sur la situation financière consolidée du projet et sur les fonds reçus ; ainsi que l'éligibilité des dépenses effectuées avec les fonds.

La mission de l'auditeur couvrira les périodes suivantes :

- 1er janvier 2019 au 30 avril 2020 pour le financement IDA 47010 ; et
- 1er janvier 2019 au 30 avril 2021 pour les financements IDA 55410 et IBRD 84450.

L'Unité de Coordination du Projet PEEDU invite les firmes de consultants admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter ces services au moyen des brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, etc.

Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

- Être un cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable indépendant, faisant profession habituelle de réviser les comptes, régulièrement inscrit au Tableau d'un Ordre des Experts Comptables reconnu au plan international par l'IFAC ou la FIDEF

- Avoir une expérience confirmée en audit financier des projets de développement et acceptable par l'IDA.

Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et Dons de l'AID de janvier 2011, version Révisée Juillet 2014.

Les consultants intéressés peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire (joindre l'accord de groupement).

Un consultant sera sélectionné selon la méthode « Sélection Fondée sur la Qualité Technique et le Coût (SFQC) » telle que décrite dans les Directives de Consultants.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous du lundi au vendredi de 09 heures à 16 heures.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le 05 novembre 2019 à 12 heures.

Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU) - Unité de Coordination du Projet PEEDU - 2ème étage du siège du Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier - Brazzaville - République du Congo - Tél: [242]055568787.

Email : pedu_congo@yahoo.fr

Fait à Brazzaville, le 15 octobre 2019.

Le Coordonnateur du PEEDU
Maurice BOUESSO./

SANTÉ PUBLIQUE

Le Comité de coordination national renouvelle ses instances

Valérie Maba a été choisie, le 19 octobre, comme nouvelle dirigeante de la structure, une entité de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, au terme de l'assemblée générale ordinaire organisée à Brazzaville.

La nouvelle dirigeante succède au D. Benjamin Atipo pour un mandat de trois ans. Valérie Maba, de la société civile, a sous elle un bureau de trois membres représentant les délégués des secteurs public et privé ainsi que les partenaires techniques financiers.

Le poste du premier vice-président est revenu au Dr Romain Bagamboula Mpassi du secteur public. La représentante du Fonds des Nations unies pour l'enfance au Congo, Micaëla Marques de Sousa, répond au nom des partenaires techniques financiers, représentés à cette occasion par Didier Ngosaki.

La nouvelle présidente du Comité de coordination national (CCN) a rappelé, après son élection, l'im-



La photo de famille des bureaux entrant et sortant avec la ministre/Adiac

mentité de son action qui ne pourra être accomplie qu'avec la collaboration des autres membres. « Le

cœur du CCN c'est le plaidoyer, le militantisme, bien que toutes les actions soient importantes. Nous devons aller au-delà de la mission qui nous incombe pour trouver des solutions », a-t-elle déclaré.

En ce qui concerne les engagements qui l'attendent, a-t-elle expliqué, ils sont axés sur le respect du décaissement de la contrepartie de l'Etat pour faciliter la mise en œuvre du CCN.

Le processus consiste à sortir le

pays de la politique de la sauvegarde additionnelle, à la mise en place des différents comités du CCN, au déclenchement du processus d'élaboration du nouveau modèle de financement 2021-2023, afin de le soumettre à leur partenaire, le Fonds mondial, courant mars 2020, ainsi que l'actualisation du manuel du comité pour l'adapter aux directives du Fonds mondial, etc.

Le président sortant a dressé le bilan des activités, soulignant l'ab-

sence des antirétroviraux, d'audit, du site web, la faible participation des fonds de l'Etat et bien d'autres. Notons que le choix du nouveau bureau s'est déroulé sous la supervision du président du bureau électif provisoire, Germain Céphas Ewangui. On a noté la présence de la ministre de la Santé et de la population, de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, Jacqueline Lydia Mikolo, des délégués du secteur public, de la société civile et les partenaires financiers.

Les agences du système des Nations unies, représentées à cette occasion par Pascal Baruani de l'ONU-sida, ont assuré le Congo de leur disponibilité, pour lui permettre de tenir ses engagements internationaux, en commençant par fournir les services de qualité en vue d'améliorer la qualité de vie des personnes infectées.

La ministre a rappelé que le Fonds mondial collecte et investit près de quatre milliards de dollars par année pour appuyer les programmes dirigés par les spécialistes locaux dans les pays. Le CCN a été créé en 2003 et réorganisé en 2007.

Lydie Gisèle Oko

« Le cœur du CCN c'est le plaidoyer, le militantisme, bien que toutes les actions soient importantes. Nous devons aller au-delà de la mission qui nous incombe pour trouver des solutions »,

ALPHABÉTISATION

Améliorer la qualité d'apprentissage pour les mineurs

La nouvelle stratégie proposée par la Banque mondiale (BM) entend perfectionner la scolarisation chez les enfants âgés de 10 ans.



Des élèves participant à la vidéo-conférence de la BM

Selon une étude menée par la BM et l'Unesco, un grand nombre d'enfants peine à lire à l'âge de 10 ans. Dans les pays en développement, plus de la moitié des enfants de cet âge, soit 52%, est privée des plaisirs et des bienfaits que procure le fait de savoir lire et comprendre un texte simple.

Dans les pays pauvres, le taux des apprentissages est de 78 % contre 8 % dans les pays riches. Du côté de l'Afrique subsaharienne, les chiffres sont encore plus alarmants. 86 % d'enfants, en fin de cycle primaire, ne sont pas en mesure de lire et de comprendre un texte court. « Cette pauvreté des apprentissages est un obstacle majeur qui compromet-

tra lourdement leur capacité à réaliser pleinement leur potentiel », indique le rapport de la BM présenté, le 18 octobre, à l'issue d'une vidéo-conférence.

Pour ce faire, l'institution financière internationale s'est dotée d'un nouvel objectif, à savoir « réduire de moitié au moins le nombre d'enfants ne sachant pas lire à 10 ans d'ici à 2030 ».

Plusieurs étapes fondamentales sont nécessaires pour cela, notamment permettre aux enfants de survivre et de grandir en bonne santé, garantir l'accès des familles à des services de qualité, veiller à l'égalité des chances entre filles et garçons, et offrir des opportu-

nités économiques à leurs parents.

La BM est déterminée à apporter des systèmes éducatifs de qualité à tous les niveaux dans les pays concernés, tout en s'assurant que ses efforts contribueront parfaitement à l'acquisition des fondamentaux par tous les enfants scolarisés en primaire.

Il sera également question de multiplier par deux les progrès à l'échelle mondiale, mais par deux fois et demie en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, mettre en place des interventions ciblées, renforcer les performances d'ensemble des systèmes éducatifs et faire de l'investissement dans l'humain un enjeu collectif.

Gloria Lossele

EDUCATION

Patrice Tsoumou promeut une école de qualité

Le président de la Dynamique pour la promotion de l'éducation de qualité pour tous et le développement a ouvert une campagne placée sur le thème « Promouvoir l'éducation de qualité pour tous ou périr ».

L'activité vise à faire du financement de l'éducation une cause commune et s'inscrit dans le cadre du point n° 4 des Objectifs de développement durable des Nations unies.

Ainsi, lors de l'ouverture de cette campagne, le président de la dynamique a déclaré : « Nous avons réalisé que les enfants congolais nous ont tous pour parents, nous avons cru et continuons à croire que nous avons intérêt à agir en demandant que la question de la recherche des moyens pour la promotion d'une éducation de qualité pour tous soit une cause commune. Nous ne laisserons plus cette seule charge aux parents biologiques et aux députés élus, associations et mutuelles du coin dont les moindres interventions se noient dans l'océan de l'immensité des défis à relever ». Cet appel à la mobilisation de tous pour l'éducation, a-t-il expliqué, est motivé par un constat selon lequel l'école des enfants congolais n'est financée que par l'Etat, les parents biologiques, les mécènes et autres bienfaiteurs. Ayant remarqué que le budget de l'Etat affecté à l'éducation ne semble plus être suffisant, Patrice Tsoumou a cru bon d'exhorter les Congolais, district par district, arrondissement par arrondissement, département par département, et commune par commune à pouvoir participer au financement de l'école.

Pour mieux expliquer son projet aux pouvoirs publics, Patrice Tsoumou a adressé une lettre au couple présidentiel, dont il pense être les premiers parents des enfants congolais.

Dans cette missive, il leur a rappelé que c'est, entre autres, faute d'une éducation scolaire mal menée que les enfants se livrent aujourd'hui au vandalisme et à la criminalité.

Roger Ngombé

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

Vladimir Poutine se confie à l'Agence d'information publique russe

En prélude à la rencontre qui s'ouvre ce 23 octobre, entre les deux parties, dans la ville russe de Sotchi, le locataire du Kremlin a accordé une interview à Tass. En voici l'intégralité.

Question : Le sommet de Sotchi est appelé à ouvrir un nouveau chapitre dans les relations entre la Fédération de Russie et les pays d'Afrique. Les participants amèneront à Sotchi leurs idées concernant le développement de la coopération. Et la Russie, qu'est-ce qu'elle est prête à proposer aux États du continent? Quel est l'atout principal de la Russie que vous présenterez aux chefs des délégations lors du sommet? Quel est le volume des investissements russes dans l'économie des pays africains que vous espérez atteindre, disons, dans les cinq ans à venir?

Vladimir Poutine : La Russie et les pays africains sont liés par des relations traditionnellement amicales, mises à l'épreuve du temps. Notre pays a joué un rôle significatif dans la libération du continent en aidant la lutte des peuples d'Afrique contre le colonialisme, le racisme et l'apartheid.

Plus tard, nous avons aidé les Africains à protéger leur indépendance et leur souveraineté, à établir les États, à mettre en place les fondements des économies nationales, à créer des forces armées aptes au combat. Les spécialistes soviétiques et puis russes ont construit d'importants sites de l'infrastructure, des centrales hydroélectriques, des routes, des entreprises industrielles. Des milliers d'Africains ont reçu une formation professionnelle de qualité dans nos universités. De nombreux leaders actuels des pays africains s'en souviennent bien et apprécient notre soutien. Nous n'oublions pas ces pages de l'histoire non plus.

Aujourd'hui, le développement et le renforcement des relations mutuellement avantageuses avec les pays africains et leurs groupements d'intégration font partie des priorités de la politique extérieure russe. Très bientôt, nous serons témoins d'un événement historique, sans précédent: le 24 octobre, Sotchi accueillera le sommet Russie - Afrique. C'est le premier sommet à part entière qui rassemblera les leaders des pays africains et les dirigeants des groupements régionaux majeurs. L'idée d'organiser un tel événement a surgi il y a longtemps, mais il a fallu du temps et de grands travaux préparatoires pour que le sommet devienne le point de départ pour des relations de partenariat équitables, fondées sur l'égalité en droit et l'intérêt pratique mutuel.

Nous attendons que nos collègues africains, représentants du milieu d'affaires, amènent à Sotchi un portefeuille important de propositions visant à élargir les relations bilatérales. Et que les dirigeants des organisations régionales africaines nous fassent part de leurs considérations, comment développer ensemble la coopération multilatérale. Nous allons examiner ces idées avec intérêt et réfléchir sur ce qui peut être réalisé dès maintenant et ce qui demandera une étude supplémentaire.

La Russie a aussi des projets concernant la croissance future des relations avec le continent africain. Nous visons à discuter ces idées avec nos partenaires, les systématiser et fixer de manière la plus concrète possible dans la déclaration finale. En plus, il est important de définir les mécanismes pour réaliser les accords qui seront atteints lors du sommet à Sotchi.

Je suis persuadé que le sommet sera une réussite car nous avons toutes les conditions préalables nécessaires. Aujourd'hui, les relations russo-africaines sont en plein essor. Un dialogue politique intense est en cours, y compris sur les questions de sécurité globale et régionale. Les liaisons interparlementaires s'élargissent. Le commerce mutuel augmente et se diversifie progressivement.

Ensemble avec la communauté internationale, la Russie prête une assistance intégrée à l'Afrique, y compris pour réduire le fardeau de la dette des États de la région. Nous réalisons

avec de nombreux pays les programmes «dette en échange du développement». Nous aidons à lutter contre la propagation de maladies transmissibles (y compris la fièvre hémorragique Ebola), à surmonter les séquelles des catastrophes naturelles, à régler les conflits existants et à prévenir de nouvelles crises. Nous assurons la formation des cadres nationaux africains dans les universités russes à titre gratuit et commercial. Nous établissons l'interaction dans le cadre des institutions de défense et des forces de l'ordre.

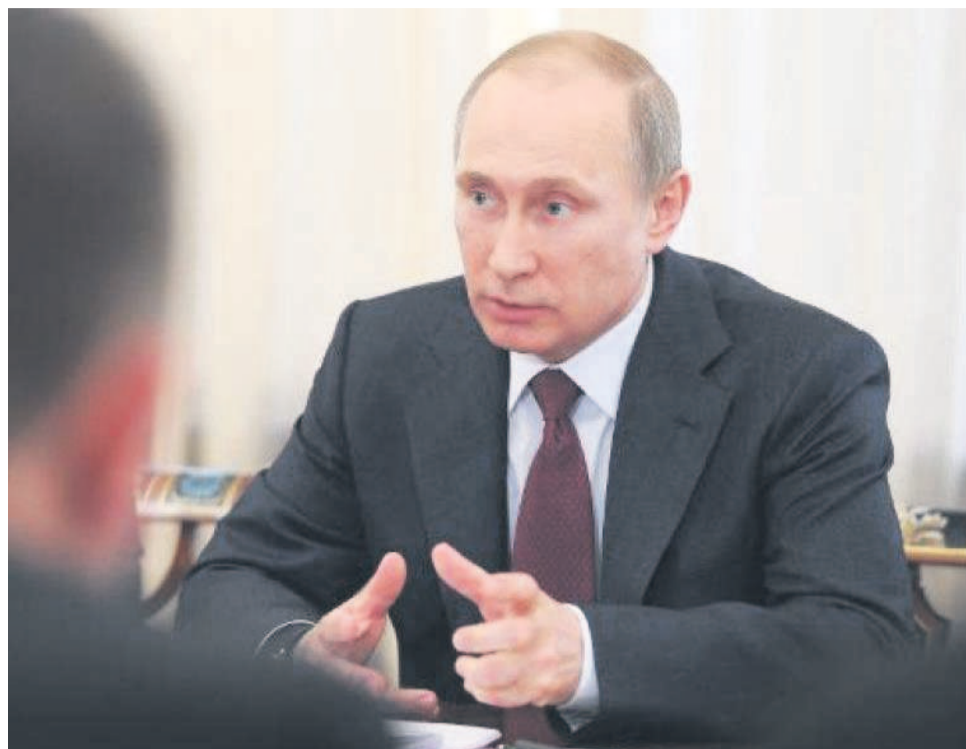
Mais l'ordre du jour de notre coopération est loin de s'y limiter. Nos partenaires africains voient et apprécient que la politique extérieure de la Russie, y compris en ce qui concerne le continent, est constructive. Que notre pays qui est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies se prononce pour la démocratisation de la vie internationale, soutient l'aspiration bien fondée des États africains de mener une politique indépendante et autonome et de définir leur avenir eux-mêmes, sans recommandations imposées. Avec ceci, nous ne soumettons pas notre soutien et les projets de développement proposés à des conditions politiques ou autres, aux préférences économiques et commerciales soi-disant «exclusives» qui sont en réalité léonines, nous n'imposons pas notre position - au lieu de cela nous respectons le principe proposé par les Africains eux-mêmes «solutions africaines aux problèmes africains».

En ce qui concerne le volume éventuel des investissements en Afrique dans les cinq ans à venir, ils sont bien considérables - aujourd'hui, nous sommes en train de préparer et de mettre en œuvre des projets d'investissements avec la participation russe mesurée en milliards de dollars. Les ressources dont disposent la Russie et les entreprises russes sont importantes. À notre tour, nous attendons que nos partenaires créent des conditions stables et prévisibles et les mécanismes de protection des investissements qui sont indispensables pour le business, qu'ils assurent un climat d'investissements favorable.

Question : Le monde moderne se distingue par une concurrence particulièrement élevée. La Russie est-elle prête à une compétition rude en Afrique, par exemple, avec la Chine ou les États-Unis? Voyez-vous des risques de protectionnisme, de conflits commerciaux ou de concurrence malhonnête envers la Russie? Quelles sont les méthodes de lutte? Cette compétition ne nuira-t-elle pas aux partenaires africains?

Vladimir Poutine : Oui, effectivement, ce ne sont pas seulement les pays de l'Europe occidentale, les États-Unis et la République populaire de Chine qui sont intéressés par le développement des relations avec les pays d'Afrique, mais aussi l'Inde, la Turquie, les États du golfe, le Japon, la République de Corée, Israël, le Brésil. Et ce n'est pas par hasard. L'Afrique devient de plus en plus un continent d'opportunités. Elle dispose d'énormes ressources et d'une potentielle attractivité économique. Ses besoins d'infrastructure augmentent, la population s'accroît rapidement et les demandes de cette dernière augmentent aussi. Donc, le marché intérieur et la consommation s'élargissent. Et là où il y a des perspectives considérables pour les investissements, pour le profit, il y a aussi la concurrence qui, malheureusement, dépasse parfois les bornes de la décence.

Nous voyons de nombreux États occidentaux recourir à la pression, à l'intimidation et au chantage des gouvernements des pays souverains africains. Par de telles méthodes, ils essaient de restituer l'influence et les positions dominantes perdues dans les anciennes colonies et - déjà sous un «nouvel emballage» - de



pomper des surprofits, d'exploiter le continent sans tenir compte ni des gens qui habitent ici ni des risques environnementaux ou autres. Et, peut-être, afin que personne ne s'oppose à cette politique, ils entravent l'établissement des relations plus étroites entre la Russie et l'Afrique.

Bien sûr, nous tenons compte de ces réalités et nous en tirons des conclusions appropriées. Et nous sommes prêts, non à une «répartition» des richesses du continent, mais à une concurrence pour la coopération avec l'Afrique. L'essentiel est qu'elle soit civilisée et se développe dans un cadre légal. Nous avons bien quelque chose à offrir à nos amis africains. C'est de cela, entre autres, qu'il s'agira lors du futur sommet.

Et, bien sûr, nous visons avec nos partenaires africains à défendre les intérêts économiques communs, à les protéger des sanctions unilatérales, y compris par la diminution de la part du dollar et le passage aux autres monnaies dans les règlements mutuels.

Je suis persuadé que les Africains ne sont pas intéressés par l'escalade de la confrontation des grands pouvoirs sur le continent. Au contraire, ils préféreraient que la rivalité se remplace par la coopération dans la lutte contre les défis tellement aigus pour l'Afrique comme le terrorisme, la criminalité, le trafic des stupéfiants, la migration incontrôlée, la pauvreté, les maladies transmissibles dangereuses. Je le répète, c'est à ce travail que la Russie est prête.

Notre agenda africain a un caractère positif, orienté vers l'avenir. Nous ne nous faisons pas des amis contre qui que ce soit et rejetons résolument les «jeux» géopolitiques quelconques autour de l'Afrique.

Question : Le modèle soviétique de la coopération avec les pays d'Afrique prévoyait souvent l'octroi de crédits. Cette politique s'est-elle justifiée? Est-ce que la Russie prévoit continuer la pratique d'octroi de crédits aux pays africains? Quels sont les autres mécanismes de soutien aux pays africains que vous êtes prêt à discuter?

Vladimir Poutine : Sans aucun doute, le modèle soviétique, avec ses avantages et ses inconvénients, s'est avéré suffisamment efficace à l'étape de l'établissement des États africains. Aujourd'hui, nous continuons à prêter une aide financière aux États d'Afrique. Cependant, si avant ces décisions étaient prises surtout pour des raisons politiques, aujourd'hui c'est fait dans le cadre d'assistance humanitaire.

Quant à l'octroi des crédits, aujourd'hui ils portent un caractère de marché. Par exemple, la décision est prise sur l'octroi à l'Égypte d'un

crédit de vingt-cinq milliards de dollars pour la construction de quatre exemplaires de la centrale nucléaire à El-Dabaa. Il s'agit justement d'un crédit de marché.

Je veux également noter qu'à l'époque post-soviétique, à la fin du XXe siècle, la Russie a annulé les dettes soviétiques des pays africains d'un montant de vingt milliards de dollars. C'était non seulement un acte de générosité, mais un geste pragmatique car beaucoup d'États africains étaient incapables de régler les intérêts pour ces crédits. C'est pourquoi nous avons estimé qu'il était optimal pour tous de prendre un nouveau départ pour la coopération.

Aujourd'hui, d'autres schémas s'appliquent à une partie de la dette restante. Par exemple, des accords intergouvernementaux sont réalisés selon le programme «dette en échange du développement» avec Madagascar, le Mozambique et la Tanzanie. Par analogie avec ces pays, nous prévoyons régler le reste de la dette de l'Éthiopie (163,6 millions de dollars) auprès de la Russie - le projet d'un accord en question est en train d'être coordonné.

Je voudrais aussi rappeler que la Russie apporte des contributions aux programmes internationaux de l'assistance à l'Afrique, dans le cadre du Programme des Nations unies pour le développement, de l'Organisation mondiale de la santé, du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Organisation internationale de protection civile. Parfois, l'aide est prêtée en nature. Ainsi, depuis 2011, nous avons fourni aux représentations du PAM en Afrique deux cent cinquante-huit camions Kamaz. Une autre partie de soixante-quinze camions vient d'être expédiée.

Avec ceci, le recours aux nouveaux mécanismes financiers ne signifie aucunement le renoncement aux crédits, au contraire, il élargit et enrichit la palette des instruments pour l'aide au développement. Il favorise l'établissement de la coopération mutuellement avantageuse entre la Russie et les pays d'Afrique.

Tous ces problèmes seront examinés au forum économique du 23-24 octobre. Nous sommes prêts à écouter les propositions de nos partenaires africains et à faire part de nos propres considérations.

Question : La coopération militaire et technique a été précédemment une des sphères de coopération de Moscou avec les pays d'Afrique. Y a-t-il des projets visant à élargir l'interaction dans ce domaine? Préparez-vous des projets ou contrats concrets pour les discuter avec les participants au sommet?

Vladimir Poutine : Oui, effectivement, les traditions de notre coopération militaire et tech-

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

Vladimir Poutine se confie à l'Agence d'information...

nique ont des racines profondes. Elle s'est formée aux toutes premières étapes de l'établissement des États africains et a joué son rôle dans la lutte des peuples du continent pour l'indépendance. Et nos partenaires africains l'apprécient hautement.

Aujourd'hui, des accords sur la coopération militaire et technique sont en vigueur avec plus de trente pays africains auxquels nous expédions une large nomenclature d'armes et de matériel. Bien sûr, elle est expédiée en partie à titre gratuit. Mais c'est une pratique habituelle suivie par tous les pays majeurs du monde.

Il est encourageant de voir que le partenariat militaire et technique continue d'évoluer énergiquement. Et souvent ses initiateurs sont les pays africains eux-mêmes qui sont conscients qu'il faut savoir protéger son indépendance et sa souveraineté, y compris face aux groupes extrémistes et terroristes. De là, une motivation de plus pour l'interaction avec la Russie qui possède une expérience riche de la lutte contre le terrorisme, y compris en Syrie.

Nos partenaires africains participent activement aux forums et manœuvres militaires et techniques, organisés par la Russie où ils prennent connaissance des modèles prometteurs des armes et du matériel militaire russes, de l'expérience de leur emploi. De notre part, nous allons contribuer à la préparation des cadres militaires des États africains et participer à la formation des soldats de la paix africains.

Question : La coopération sociale et humanitaire est nommée parmi les sujets du sommet. Pourquoi la Russie vient-elle en aide à l'Afrique si les questions sociales sont loin d'être résolues à l'intérieur de la Fédération de Russie elle-même ?

Vladimir Poutine : L'aide humanitaire à

l'Afrique est prêtée par de nombreux États du monde. Et dans chacun d'entre eux – que ce soient les États-Unis, la France, la Chine ou d'autres pays – les problèmes du secteur social, c'est-à-dire de la santé, de l'éducation, de la culture, sont loin d'être résolus.

La Russie octroie aussi de l'aide humanitaire aux États africains, mais sans réduire le financement de ses propres programmes. En plus, les bonnes qualités de l'humanisme, de la charité, du soutien au moment difficile sont inhérentes à notre peuple.

Je vais vous citer un exemple récent. La Russie, comme beaucoup d'autres États, a prêté son aide aux pays africains frappés du cyclone tropical Idai en avril 2019. Des convois humanitaires russes ont été expédiés au Zimbabwe, Malawi et Mozambique – des tentes multiplace, des couvertures et des produits alimentaires d'un poids de trente tonnes pour chaque pays.

Nous continuons à participer activement à l'assistance intégrée à l'Afrique. Ainsi, depuis octobre 2017, la partie russe participe à la mise en œuvre au Mozambique du projet du Programme alimentaire mondial des Nations unies pour la création d'un système d'alimentation scolaire, d'un montant de quarante millions de dollars. Et à Madagascar, un projet est mis en œuvre pour l'introduction des technologies modernes et des équipements de désinfection, d'un montant allant jusqu'à quinze millions de dollars.

Nous aidons aussi nos amis africains dans le développement de la santé publique. Car les maladies transmissibles dangereuses ne connaissent pas de frontières. Ainsi, la Russie a été parmi les premiers à réagir à l'épidémie de la fièvre hémorragique Ebola en assignant soixante millions de dollars à la lutte contre la maladie. Aujourd'hui, le «Centre de recherche

microbiologique et de traitement des maladies épidémiologiques» fonctionne en Guinée. La Russie a fait une contribution de vingt millions de dollars au programme de la Banque mondiale pour la réalisation de l'Initiative mondiale de la lutte contre le paludisme.

Et ces exemples sont nombreux. Je veux souligner la participation de la Russie à la lutte contre la pauvreté, les maladies dangereuses, d'autres menaces de caractère global, la prévention des risques potentiels, comme on dit, «à distance» – correspond entièrement à nos intérêts nationaux.

Question : Les questions de sécurité sont très aigües dans de nombreux pays d'Afrique. Cela empêche le travail des entreprises russes là-bas. Allez-vous aborder des questions de sécurité lors du sommet et proposer des mesures pour son renforcement ? Par quoi la Russie est-elle prête à aider à surmonter les conflits sur le continent ?

Vladimir Poutine : L'interaction dans le domaine de la sécurité régionale reste une composante importante dans les relations de la Russie avec les pays du continent africain. Ce n'est pas par hasard que le slogan de notre sommet est «Pour la paix, la sécurité et le développement». Sans résoudre ces problèmes aucune avancée progressive n'est possible.

La situation dans de nombreuses régions de l'Afrique reste instable: des conflits nationaux et ethniques ne sont pas réglés, des crises aigües sociales et économiques ne s'arrêtent pas. Une activité intense est menée au nord de l'Afrique, dans la région de Sahara-Sahel, du Tchad et de la Corne de l'Afrique par de nombreuses organisations terroristes, y compris Daech, Al-Qaïda, «Boko Haram», «Al-Shabab».

Les forces armées et de l'ordre de nombreux pays africains ne sont pas capables de s'opposer seuls aux combattants et ont besoin d'une aide importante.

Nous allons tenir le cap de l'élargissement des contacts entre les services spéciaux et les forces de l'ordre de la Russie et des pays d'Afrique dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, la propagation de drogues, le blanchiment d'argent, la migration illégale, la piraterie.

La pratique de formation des cadres militaires nationaux et des agents des forces de l'ordre africaines dans les grandes écoles du Ministère de la défense de la Russie et du ministère de l'Intérieur de la Russie, y compris à des conditions préférentielles ou gratuitement, est bien recherchée. Par exemple, au cours des cinq dernières années seulement plus de 2 500 militaires des pays d'Afrique ont suivi des cours dans les établissements de formation militaire du ministère de la Défense de Russie.

Nos partenaires africains participent activement aux événements organisés par la Russie comme le Forum militaire et technique international et les rencontres des hauts représentants en charge des questions de sécurité. Onze pays africains ont participé aux Jeux internationaux de l'armée «ArMI-2019». Et le nombre de ceux qui voudraient s'y joindre augmente toujours.

Finalement, tous ces programmes poursuivent le même objectif – aider les Africains à résoudre eux-mêmes les problèmes existants de la sécurité, ce qui permettra de renforcer les États africains eux-mêmes, leur souveraineté et leur indépendance. Ce qui veut dire que la situation dans le monde entier deviendra plus stable et prévisible.

Agence Tass

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 21 AU 31 OCTOBRE

MARDI 22 OCTOBRE
18H30 18^{ÈME} FÊTE DU CINÉMA D'ANIMATION
CINÉ-CLUB : WARDI

MERCREDI 23 OCTOBRE
15H00 DÉBAT D'IDÉES : "FAIM ZÉRO" (ODD2) : MYTHE OU RÉALITÉ ?
19H00 MERCREDI À LA CAFÉT' : DUCE 2 LA NONOCIT2

JEUDI 24 OCTOBRE
15H00 RENCONTRE LITTÉRAIRE : LE CONTE DE FONTAINEBLEAU DE RAMSÈS BONGOLO
19H00 HUMOUR : 12^{ÈME} ÉDITION DU FESTIVAL TUSEO

VENREDI 25 OCTOBRE
19H00 HUMOUR : 12^{ÈME} ÉDITION DU FESTIVAL TUSEO

SAMEDI 26 OCTOBRE
10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MÉDIATHÈQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE, CAFÉ PHILO ET RENCONTRES DE SCRABBLE)
19H00 HUMOUR : 12^{ÈME} ÉDITION DU FESTIVAL TUSEO

DIMANCHE 27 OCTOBRE
17H30 DIMANCHE À LA CAFÉT' : LES BANTOUS DE LA CAPITALE

tuseo

Pour plus d'info veuillez consulter notre agenda du mois sur
www.institutfrancais-congo.com

ZTE CONGO SARL

Recherche :

Assistant exécutif / Homme ou Femme

Responsabilités :

1-Responsable de la gestion de la logistique, y compris des véhicules, de l'environnement de bureau, etc.

2-Responsable de la gestion quotidienne des présences, de la gestion des contrats et de la coordination des affaires quotidiennes du personnel local.

3-Dispositions relatives au transport des personnes en partance aux aéroports et aux côtes, traitement des visas.

Exigences de l'emploi

1-Expérience en administration depuis 7 ans ou plus, 2 ans ou plus en tant que responsable administratif travaillant dans une entreprise ou une entreprise étrangère.

2-L'anglais et le français peuvent communiquer et être utilisés comme langue de travail.

3-Travail soigné et exécution forte.

Si ce poste vous intéresse, vous pouvez envoyer votre CV à l'adresse suivante :

rosemonde_loemba@yahoo.fr

Nous organiserons une interview unifiée dans un proche avenir.

Je vous remercie !



MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR



REUNION DE CONCERTATION AVEC LES SPECIALISTES EN VALEURS DU TRÉSOR POUR LA REPUBLIQUE DU CONGO



• HÔTEL RADISSON BLU - BRAZZAVILLE LE 24 OCTOBRE 2019 •

Comité d'organisation de la réunion
de concertation avec
les spécialistes des valeurs du trésor

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les spécialistes en valeurs du Trésor se retrouvent à Brazzaville

Le 24 octobre 2019 à l'Hôtel Radisson Blu, à Brazzaville, les spécialistes en valeurs du Trésor se retrouvent sous la houlette du ministère des finances et du budget, pour une concertation afin d'élaborer des stratégies adéquates pour promouvoir au Congo le mécanisme de financement que constituent les bons de trésor.

Dans un document publié à cette occasion vantant l'importance du financement par le biais du marché, intitulé : « POURQUOI INVESTIR DANS LES BONS DU TRÉSOR(1) et POUR TOUT SAVOIR SUR LES BONS DU TRÉSOR(2) », ces deux thèmes d'importance capitale donnent les réponses édifiantes, claires et nettes que nous nous avons pris le plaisir de résumer plus bas, ainsi qu'il suit:

1-« Optimiser votre portefeuille grâce à : un faible niveau de risque ; l'admission des Bons du Trésor au guichet de refinancement de la BEAC ; l'exonération des impôts ; un profit plus élevé par rapport à la pratique du marché ; rachat et/ou vente au marché secondaire ; un investissement adapté et flexible.

Les bons émissions du Trésor ont la réputation d'être les placements les plus sûrs du marché financier car ils sont garantis par les gouvernements.

2-Les bons du Trésor sont les titres les plus facilement négociables sur le marché monétaire. Ils sont émis par les gouvernements afin d'emprunter des fonds à court et à moyen terme.

Les Bons du Trésor sont émis avec des échéances allant de 3 mois à 1 an. Ils sont vendus en escompte, c'est-à-dire que le gouvernement les vend au-dessous du pair (valeur nominale) et les rembourse au pair à l'échéance. Les Bons du Trésor sont très populaires, car ils sont l'un des rares instruments du marché monétaire vendus à un prix accessible. Les Bons du Trésor ont la réputation d'être les placements les plus sûrs du marché financier, car ils sont garantis par les gouvernements. »

Que pense le directeur des Titres et Valeurs

Pour Armel Silvère DONGOU, le Directeur en charge des opérations monétaires et financières à la Direction Générale du Trésor public de la République du Congo, « Le Trésor public du Congo à l'instar des autres Trésors de la sous région n'est plus dévolu au seul rôle de la caisse de l'Etat, chargé de faire face aux règlements des dépenses publiques et encaissements des recettes, mais aussi celui du domaine très rentable des opérations monétaires ».

Le parcours de l'entrepreneuriat implique le travail acharné, la discipline et le sacrifice», déclare Elumelu aux entrepreneurs cap-verdiens

17 octobre, 2019, Lagos, Nigéria : S'exprimant hier lors du Forum Youth Konnekt au Cap-Vert, Tony O. Elumelu, investisseur et philanthrope africain, promoteur de la Fondation Tony Elumelu (TEF) et Président du Conseil d'Administration de United Bank for Africa (UBA), a invité les entrepreneurs à s'engager dans le travail acharné, à faire preuve de discipline et à faire des sacrifices dans la voie de la réussite entrepreneuriale. Il s'est adressé aux jeunes entrepreneurs cap-verdiens dans le cadre d'un forum sur le thème 'La Jeunesse africaine : perspectives et opportunités', où il a partagé des pépites de sa riche expérience d'entrepreneur ayant investi avec des réussites en investissant en Afrique.

Tony O. Elumelu, Promoteur de la Fondation Tony Elumelu et Président du Conseil d'Administration de United Bank for Africa (UBA) avec S.E. José Ulisses de Pina Correia e Silva, Premier ministre du Cap-Vert et Carlos do Canto Monteiro, Vice-ministre de la Jeunesse du Cap-Vert au Forum Youth Konnekt au Cap Vert le 17 octobre 2019

« L'entrepreneuriat est un voyage à long terme. Il n'y a pas de solution miracle. Vous allez commettre des erreurs. Vous ferez face à des défis. Pour réussir ce voyage, vous devez faire preuve de discipline, faire des sacrifices et des économies pour atteindre vos objectifs », a-t-il déclaré. L'audience comprenait des dirigeants du secteur public - le Président du Cap-Vert, S.E. Jorge Carlos de Almeida Fonseca OICVV et le Premier ministre, S.E. José Ulisses de Pina Ceorreia e Silva, ainsi que des partenaires de développement, le Programme des Nations Unies pour le



Développement (PNUD). M. Elumelu s'est adressé à ces parties prenantes, soulignant le rôle important que joue le gouvernement dans la création d'un environnement favorable à l'épanouissement des petites et moyennes entreprises, tout en félicitant le gouvernement du Cap-Vert pour ses

réformes engagées et délibérées visant à stimuler l'entrepreneuriat en Afrique lusophone. Il a déclaré que l'avenir du continent africain est entre les mains des jeunes africains et que ceux-ci doivent être autonomisés à réaliser l'ambition d'un continent bien développé. Il a déclaré « Le Premier ministre m'a

parlé de l'incitatif fiscal mis en place. Il a parlé de l'ouverture du pays au tourisme et au transport aérien, ainsi que de l'engagement envers les entrepreneurs, en s'assurant que ceux qui s'intéressent à l'agriculture, aux TIC et à d'autres domaines sont soutenus pour réussir. Il m'a parlé de la possibilité de rencontrer certains d'entre vous et de voir comment la Fondation Tony Elumelu peut soutenir certains d'entre vous. C'est ce que nous attendons de nos dirigeants africains : leur faire savoir que l'avenir de l'Afrique est effectivement entre vos mains », a déclaré M. Elumelu.

Dans son discours liminaire, le président du Cap-Vert, S.E. Jorge Carlos de Almeida Fonseca, OICVV, a exprimé sa gratitude à Tony Elumelu pour avoir été le pionnier du mouvement entrepreneurial sur le continent africain. « Merci à Tony Elumelu pour ce que vous faites pour les jeunes en Afrique, en particulier les jeunes de Cap Vert » a-t-il déclaré. Le Premier ministre, S.E. José Ulisses de Pina Ceorreia e Silva a également félicité Tony Elumelu et l'engagement de sa Fondation pour autonomiser les entrepreneurs africains à travers le continent.

Le mouvement entrepreneurial mené par la Fondation Tony Elumelu a attiré l'attention du secteur public africain et est rapidement devenu un modèle de développement accéléré de l'économie africaine. Son objectif est de tirer parti de la population jeune pour créer des emplois, générer des revenus et éliminer la pauvreté sur le continent. À ce jour, TEF a autonomisé 7,531 entrepreneurs dans 54 pays africains (dont 19 du Cap-Vert), et envisage d'ouvrir à nouveau son portail de candidatures pour la 6ème cohorte de son programme d'Entrepreneuriat le 1er janvier 2020.

Organisé par le ministère national de la Jeunesse et le gouvernement Cap-Verdien, Youth Konnekt est l'un des nombreux plans mis en œuvre par le pays pour renforcer ses plans visant à stimuler l'entrepreneuriat dans la région.

Cap-Vert 1 : Tony O. Elumelu, Promoteur de la Fondation Tony Elumelu et Président du Conseil d'Administration de United Bank for Africa (UBA) avec S.E. José Ulisses de Pina Correia e Silva, Premier ministre du Cap-Vert et Carlos do Canto Monteiro, Vice-ministre de la Jeunesse du Cap-Vert au Forum Youth Konnekt au Cap Vert le 17 octobre 2019.

Cap-Vert 2 : Tony O. Elumelu, Promoteur de la Fondation Tony Elumelu et Président du Conseil d'Administration de United Bank for Africa (UBA) s'adresse aux entrepreneurs et aux dirigeants du secteur public au Forum Youth Konnekt au Cap Vert le 17 octobre 2019.



CONGO TERMINAL

POINTE-NOIRE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Congo Terminal, concessionnaire du Terminal à conteneurs du port de Pointe Noire, conteste tout lien établi avec une vidéo qui circule actuellement sur les réseaux sociaux et mettant en scène un trafic supposé de voitures au Port Autonome de Pointe-Noire.

Congo Terminal précise qu'aucune réclamation pour vol ou vandalisme n'a été enregistrée.

Congo Terminal rappelle par ailleurs que:

- le quai de déchargement des voitures est clôturé, éclairé et sous contrôle d'accès et de vidéo surveillance 24h/24 ;
- les espaces gérés par Congo Terminal sont soumis aux dispositions de ses certifications ISPS (code international pour la sécurité des navires et des installations portuaires) et Pedestrian free yard (terminal sans piétons) ;
- le personnel de Congo Terminal en charge de l'activité de débarquement des voitures fait l'objet de contrôles systématiques aux entrées et sorties du terminal ;

• les forces de gendarmerie et de police ainsi que les sociétés de gardiennage collaborent dans le cadre de la sécurisation des opérations sur le Terminal.

Congo terminal rassure quant à la solidité du dispositif de sécurisation de ses installations mis en place, ainsi que du respect et de l'intégrité des biens qui lui sont confiés.

À propos de Congo Terminal

Congo Terminal est une filiale de Bolloré Ports créée en 2009 après la signature d'un partenariat public-privé avec le Gouvernement congolais, pour la concession du terminal à conteneurs du PAPN. Bolloré Ports a y entrepris de nombreux travaux de modernisation et d'extension pour accompagner son développement. Une initiative qui a permis la création de plus de 850 emplois permanents et plus de 300 emplois indirects.

Contact presse :
MAGINOT Ghislain

Tél. +242 05 775 02 10

Mail : ghislain.maginot@congo-terminal.com

Le prix de la meilleure amélioration de la Sécurité aéroportuaire 2019

« Pour ses efforts exceptionnels accomplis en matière de sécurité sur la plateforme de Brazzaville, la société Aérco gestionnaire des aéroports du Congo a reçu le 15 octobre le prix de la meilleure amélioration de la sécurité aéroportuaire 2019 lors de la 28^e assemblée annuelle de l'ACI Afrique qui se tient depuis le 12 octobre 2019 à Accra au Ghana.

C'est le résultat d'un travail d'équipe motivée et bien formée, sans oublier les partenariats noués avec l'Anac et l'Asecna.

Cette importante distinction donnée à l'échelle du continent africain honore la République du Congo et n'est, à n'en pas douter, une étape importante dans le processus en cours de certification des aéroports de Brazzaville et Pointe Noire.

Les Aéroports du Congo vous souhaitent la bienvenue sur ses plateformes.»



SÉNÉGAL

Khalifa Sall se replace sur l'échiquier politique

Trois semaines après avoir retrouvé la liberté au terme de deux ans et demi de prison à la faveur d'une grâce du président Macky Sall, dont il est l'un des principaux opposants, l'ex-maire de Dakar a assuré, le 21 octobre, être « déterminé » à poursuivre son « engagement politique ».

« Je vous retrouve encore plus déterminé », a déclaré l'ancien maire devant quelques centaines de militants et cadres de son parti ainsi que de très nombreux journalistes, dans une salle d'un centre de conférence de la capitale sénégalaise. « Je poursuis mon engagement politique », a-t-il ajouté, alors que la grâce présidentielle n'a pas effacé sa condamnation et le laisse privé de ses droits civils et politiques, l'empêchant de briguer un mandat électif. Evoquant sa vie en prison, il l'a qualifiée d'une « épreuve faite de privations et de sacrifices », affirmant y avoir « puisé une énergie nouvelle ». Khalifa Sall avait été écroué en mars 2017 puis condamné en

2018 à cinq ans de prison après avoir été reconnu coupable du détournement d'environ 2,5 millions d'euros sur les caisses de la ville. Des accusations qu'il a toujours niées. Quant à la condamnation dont il fait l'objet, elle l'a empêché de se présenter à l'élection présidentielle de février dernier, remportée au premier tour par Macky Sall, au pouvoir depuis 2012.

« Je vous retrouve encore plus déterminé »

A sa sortie de prison, Khalifa Sall avait été accueilli en triomphe par des milliers de personnes, le 29 septembre. Depuis lors, il a consacré son temps à des visites

privées, rencontrant notamment plusieurs leaders traditionnels ou musulmans.

Agé actuellement de 63 ans, l'ex-maire de Dakar affichait ses ambitions, une fois parvenu à la tête du pays, dans des domaines tels que l'emploi, les soins de santé et l'éducation. Il souhaitait une « nouvelle orientation » fondée sur une « économie dynamique, diversifiée, inclusive et portée par le secteur productif national et par le secteur privé sénégalais ». De plus, Khalifa Sall prônait aussi la « transparence dans la gestion des ressources publiques », le respect de la « séparation des pouvoirs » et « l'indépendance de la justice ».

Nestor N'Gampoula



Khalifa Sall

TRANSPORT MARITIME

Total se dotera d'un navire ravitailleur

En février 2020, le groupe pétrolier français se fera livrer son premier grand navire-citerne de gaz naturel liquéfié (GNL) pour approvisionner des navires commerciaux.

Le groupe prévoit déjà de ravitailler les navires de la société française de transport maritime CMA-CGM, pendant au moins dix ans, via le nouveau navire.

Long de 135 m avec une capacité de stockage de 18 600 m³, le bâtiment réalisé par le constructeur chinois Hudong-Zhonghua Shipbuilding est conforme à la décision de l'Organisation maritime internationale de limiter considérablement la teneur en soufre des combustibles marins à partir de 2020.

Les navires commerciaux qui fonctionnent au GNL permettent de réduire considérablement les émissions globales de la marine marchande, avec une diminution des émissions de soufre et des particules fines de 99 %, d'oxyde d'azote de 85 % et de gaz à effet de serre d'environ 20 %. « Le développement de ce type de navire est essentiel pour permettre au GNL de devenir un combustible marin largement utilisé », souligne Momar Nguer, président de Total marketing et services.

Josiane Mambou Loukoula

BOTSWANA

Le pays aux urnes pour des élections générales très disputées

Les Botswanais votent, ce 23 octobre, pour des scrutins d'une âpreté inédite dans l'histoire de leur pays considéré de longue date comme une des démocraties les mieux assises du continent africain.

Contre toute attente, l'ancien président du pays, Ian Khama, a secoué la vie politique locale jusque-là bien rangée, en prenant la tête d'une fronde contre son successeur, Mokgweetsi Masisi, qu'il avait pourtant installé dans son fauteuil.

Un an après avoir rendu les rênes du pays, Ian Khama a claqué, en mai, la porte du Parti démocratique du Botswana (BDP), accusant Mokgweetsi Masisi de dérive autoritaire.

La querelle a pris des proportions telles qu'elle fragilise la position électorale du BDP, qui dirige ce pays riche en diamants et en éléphants sauvages depuis son indépendance en 1966.

Le parti au pouvoir a réalisé le plus mauvais score de son histoire aux élections générales de 2014, tombant sous la barre symbolique des 50% des suffrages. Son principal rival de l'opposition, la Coalition pour un changement démocratique (UDC), espère en tirer profit dès mercredi.

« C'est l'élection la plus disputée à laquelle il nous a été donné d'assister », a résumé l'analyste économique Keith Jefferies. « On peut en attendre quelques surprises, jusqu'à une défaite du BDP ».

« Le scrutin sera serré, la balance peut pencher d'un côté comme de l'autre », a confirmé l'analyste Peter Fabricius, de l'Institut sud-africain pour les études de sécurité (ISS).

Ian Khama n'a pas ménagé sa peine pour nuire à son ancien



parti, y compris en appelant publiquement à voter pour l'UDC et ses candidats dans plusieurs régions du pays.

Fils du cofondateur du BDP et premier président du pays, Setse Khama, l'ancien chef de l'Etat a gardé de puissants alliés au sein du parti et une incontestable influence dans le pays, notamment dans sa région dont il est un des chefs traditionnels. Les divergences entre Ian Khama et Mokgweetsi Masisi sont apparues au grand jour peu de temps après la passation de pouvoir entre les deux hommes, en avril 2018.

fenseur de l'environnement, notamment en levant l'interdiction de la chasse aux éléphants sauvages, dont le Botswana est le principal sanctuaire africain.

Dans un entretien, le président sortant a justifié ses distances avec Ian Khama en expliquant que sa politique avait nui à l'image du parti au pouvoir.

« Le BDP se portera mieux » sans lui, a-t-il ajouté, anticipant « une large victoire, un raz-de-marée électoral ».

Tout aussi sûr de lui, le chef de l'UDC, Duma Boko, a, lui aussi, pronostiqué son succès et une alternance à la tête du pays. « Je

Contrairement à d'autres pays voisins, l'importance des enjeux ne devrait toutefois pas menacer la stabilité du Botswana.

« Quoi qu'il arrive, j'accepterai les résultats », a assuré Mokgweetsi Masisi. « Le Botswana ne sera jamais en crise parce que l'un ou l'autre ne gagne pas (ce scrutin), il y aura d'autres occasions (...), on ne va pas se battre », a-t-il promis.

Aucun scrutin n'est jamais apparu si serré mais les analystes confirment ne pas redouter des débordements post-électorales, même si le chef de l'opposition a dénoncé l'inégalité de traitement des partis dans les médias publics tout au long de la campagne.

Plus de neuf cent mille électeurs sont inscrits sur les listes électorales du Botswana, pour une population de 2,2 millions d'habitants. Outre le BDP et l'UDC, deux autres partis ont présenté des candidats pour les cinquante-sept sièges du parlement local. Le parti qui disposera de plus d'élus choisira le chef de l'Etat. Les résultats sont attendus d'ici à la fin de la semaine.

N.N'G. et AFP

« C'est l'élection la plus disputée à laquelle il nous a été donné d'assister »

Raz-de-marée électoral

Ian Khama avait alors démissionné au profit de son vice-président, en vertu de la Constitution du Botswana, qui limite le mandat de ses présidents à dix ans maximum.

Très vite, Mokgweetsi Masisi s'est affranchi de l'héritage de son prédécesseur, grand dé-

pense que nous allons gagner cette élection, nous devons la gagner, même », a-t-il assuré.

« L'heure est venue d'un nouveau gouvernement, le BDP ça suffit », a estimé une électrice, Alice, une fonctionnaire qui a refusé de donner son nom de famille par peur des représailles. « Il y a trop de corruption », a-t-elle admis.

AFRIKAN CAMPUS & MBA ESG

We will make you love learn and apply

AFRIKAN CAMPUS ET L'ÉCOLE ESG PARIS SE SONT ASSOCIÉS POUR PROPOSER DES PROGRAMMES DE MBA PARFAITEMENT ADAPTÉS À DES CADRES EN ACTIVITÉ GRÂCE À LA POSSIBILITÉ DE LES SUIVRE EN BLENDED LEARNING OU EN PRÉSENTIEL



**MBA
INTELLIGENCE
ÉCONOMIQUE
ET MARCHÉS
AFRICAINS**

L'intelligence économique ne devrait plus faire sensation dans les organisations en Afrique subsaharienne. Elle doit faire partie de l'ADN du chef d'entreprise, de l'entrepreneur et de toute l'Entreprise, car comme les Japonais le croient, l'information est le sang de l'Entreprise. L'intelligence économique est le lien entre la connaissance, l'organisation et l'action, et c'est pour cette raison qu'elle est une fonction transversale dans toute organisation et doit être pratiquée par tous.

LES SPÉCIALISATIONS :

- Comprendre la place de l'Afrique dans la compétition économique mondiale - les enjeux
- Approcher les marchés africains dans leur singularité
- Maîtriser les dynamiques de l'intelligence économique au sein des états des entreprises
- Protéger et sécuriser le patrimoine informationnel
- Comprendre et appliquer les techniques d'influence et de contre-influence
- Coupler intelligence économique et innovation questions africaines
- Une discipline est enseignée visant l'opérationnalité



**MBA DROIT
DES AFFAIRES
JURISTE
D'ENTREPRISE**

« OHADA, CEEAC, CEMAC, OAPI, ZLEC, OMC, CIRDI, CCI... Autant d'acronymes qui, aujourd'hui, doivent être connus et maîtrisés par tout juriste d'affaire africain, qui ne peut plus se limiter à connaître son droit national. Savoir conseiller les dirigeants de son entreprise dans le domaine de la fiscalité, de la conformité réglementaire, dans les opérations du commerce international, la sécurisation de ses contrats, de ses actifs matériels et immatériels, sont, notamment, des compétences incontournables qui font la différence entre le juriste d'entreprise « nouvelle génération » et le juriste généraliste classique. Ce sont ces compétences que le MBA fournira à ses étudiants. »

LES SPÉCIALISATIONS :

- Techniques juridiques
- Management et ingénierie financière
- Synthèse juridique
- Synthèse fiscale
- Gestion financière et management stratégique
- Outils et techniques



**MBA
MANAGEMENT
DE L'HÔTELLERIE**

Le MBA Management de l'hôtellerie vous donne accès à nos forums de recrutement de l'hôtellerie réunissant des groupes hôteliers et d'hébergements touristiques.

À la participation au concours Accor Take Off et concours organisés par des grands groupes d'hébergement. À des voyages d'étude à l'étranger : visites de complexes hôteliers, casinos, rencontres d'entrepreneurs français et participation à des conférences.

À des Conférences professionnelles et métiers dispensées par des experts reconnus.

À des Alternance école-entreprise qui accélère l'insertion professionnelle des apprenants

LES SPÉCIALISATIONS :

- Environnement hôtelier
- Techniques de gestion et de négociation appliquées
- Environnement économique et juridique de l'hôtellerie
- Stratégie e-marketing
- Outils et techniques
- Projet professionnel de fin d'études

Plus d'informations : info@afrikancampus.com / +242 05 536 6979 / +242 06 844 5867 / +242 06 56 74 467

AFRIKAN CAMPUS, Tours Jumelles Villarecci, Avenue Amilcar Cabral, face Hôtel Radisson, Brazzaville (CONGO) info@afrikancampus.com / +242 05 536 6979 / +242 06 844 5867 / +242 06 56 74 467

Plus d'information sur : www.afrikancampus.paris

REMERCIEMENT

Rock Ngassakys et le couple Bokilo remercient infiniment tous ceux qui les ont assistés spirituellement, financièrement et matériellement, lors de leur cérémonie de mariage coutumier et à l'état civil, le 12 octobre 2019 à Brazzaville. En particulier, le personnel de la SNPC distribution, MM. Tedi Christel Sassou N'Guesso, Lavy Sekangue Oba, Aimé Christian Wonga, Bouya Olanzobo ainsi que les parents, amis et connaissances en général.



PROGRAMME DES OBSÈQUES DE A.B. BOGNAMBÉ

La famille Bognambé (Ndzassa Marceline, Faustin, Christophe Urvan et Berthe Christine) a la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissance du décès de leur frère, Aimé Blaise Bognambé, survenu le mercredi 16 octobre 2019 à 5h00, à l'hôpital de Talangai.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis entre deux rues : 36 rue Akelentsongo / 21 rue Konongo Massengo soprogi, Quartier Domaine, arrêt de bus Eucalyptus.

L'inhumation aura lieu vendredi 25 octobre 2019 suivant le programme ci-après :

- 9h : levée de corps à la morgue de l'hôpital de Talangai ;
- 10h : recueillement au domicile familial ;
- 13h : départ pour le cimetière privé Bouka ;
- 16h : retour et fin de la cérémonie.



PROGRAMME DES OBSÈQUES D'EDGARD PIERRE-YVES EWANY-OPANI

Le programme des obsèques de notre fils, frère et père Edgard Pierre-Yves-Ewany-Opani, décédé le 28 septembre 2019 à Johannesburg, en Afrique du Sud, se présente comme suit :

Mercredi 23 octobre 2019

-10h : arrivée de la dépouille à l'aéroport Maya-Maya et dépôt à la morgue municipale de Brazzaville.

Jedi 24 octobre

- 9h00 : levée de corps à la morgue ;
- 10h00 : recueillement au domicile familial sis 88 rue Kintélé à Ouenzé (croisement avec l'avenue des Chars) ;
- 12h00 : message religieux et témoignages des proches ;
- 14h00 : départ pour le cimetière Ma Campagne ;
- 17h00 : fin de la cérémonie.



REMERCIEMENTS

Dominique Kouba, expert-comptable, ses enfants et sa famille, très touchés par les nombreuses marques de compassion, de soutien spirituel, moral et financier, remercient et expriment leur gratitude à la direction du Commissariat national aux comptes, aux confrères, aux amis et connaissances qui les ont assistés de près ou de loin, suite au décès inopiné de leur épouse, mère, tante, belle-fille et grand-mère, Lydie Fanie Liliane Tsakala-Matounga (maman Liliane), survenu le mardi 10 septembre 2019 et inhumée le jeudi 19 septembre 2019 à Pointe-Noire. Que Dieu Tout-Puissant vous rende au centuple vos bienfaits et que son âme repose en paix.



INSÉCURITÉ DANS L'EST DE LA RDC

Le Mouvement des indignés interpelle le chef de l'Etat

L'organisation, qui se dit animée par le souci de voir se réaliser les actions déjà nobles du président de la République, l'invite à mettre au centre de ses préoccupations la détresse des victimes de toutes les atrocités commises dans la partie est du pays, en instaurant une justice réparatrice et une reconnaissance au travers l'érection des mémoriaux à tous les endroits profanés.

Dans une lettre ouverte adressée au président de la République, le 19 octobre 2019, en tant que premier citoyen indigné de la situation sécuritaire du pays, le Mouvement des indignés affirme constater « un déphasage entre les promesses » qu'il a faites pendant la campagne électorale « et les réalités de terrain ».

Ce mouvement note, en effet, qu'en dépit du sit-in organisé le 16 septembre dernier pour exiger le départ du pays de la Mission onusienne (Monusco), qu'il accuse d'avoir échoué dans ses objectifs, le chef de l'Etat congolais a décidé de la maintenir. « Le Mouvement des indignés de la



situation sécuritaire a été surpris par votre souci de maintenir cette coquille vide en ce que vingt ans après, près de vingt milliards de dollars sont gaspillés juste pour observer comment on tue les Congolais », a-t-il fait observer à l'endroit du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi.

La Monusco, selon les Indignés, doit partir de la République démocratique du

Congo (RDC), afin de laisser place à « une force neutre d'intervention rapide pour éradiquer l'insécurité ». Ce mouvement se propose même d'apporter sa contribution au président de la République pour lui soumettre un projet de résolution en remplacement de la mission onusienne.

Les Indignés se disent convaincus que la sécurité et la paix du pays dépen-

Le sit-in du Mouvement des indignés dront de la volonté du chef de l'Etat de renforcer l'armée, en luttant contre l'impunité et l'affairisme en son sein. A cet effet, d'ailleurs, ils lui rappellent ses promesses, dans la plupart de ses allocutions, de mettre l'homme congolais en avant plan de son programme politique, une volonté qui rejoint l'esprit de l'article 16 de la Constitution de la RDC. « Mourir pour la paix, c'est

d'abord effectuer la purge au sein de l'armée en sanctionnant les officiers affairistes. C'est également radier tous ces étrangers qui pullulent dans l'armée et qui constituent un véritable obstacle pour la paix, surtout à l'est. C'est aussi non seulement changer le commandement à la base mais surtout le faire au sommet. C'est, enfin, déclarer la fermeture et la fin de coopération avec les pays agresseurs mieux connus, le Rwanda et l'Ouganda, jusqu'au rétablissement total de la paix en RDC », a écrit le Mouvement des indignés au chef de l'Etat.

« Nous sommes convaincus que le peuple congolais, s'appropriant ce besoin de sécurisation et de paix, ne manquera pas de vous accompagner dans votre volonté affichée », a-t-il fait savoir, plus indigné encore de constater que les tueries se sont poursuivies dernièrement à Beni, le matin même de l'arrivée du président de la République.

Lucien Dianzenza

SANTÉ PUBLIQUE

Une réunion de haut niveau des ministres de tutelle se penche sur Ebola

La rencontre s'est tenue, le 21 octobre à Goma, dans la province du Sud-Kivu. Elle a regroupé les ministres de la Santé des deux Congo, de l'Angola, du Burundi, de la Centrafrique, du Rwanda, du Sud-Soudan, de l'Ouganda, de la Tanzanie et de la Zambie.

Les assises ont été organisées par le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC), à travers son ministère de la Santé et le secrétaire technique du comité multisectoriel de la riposte à la maladie d'Ebola, en partenariat avec le Centre africain de prévention et de lutte contre les maladies et l'Organisation mondiale de la santé. Elles ont servi de cadre aux ministres de la Santé de neuf pays frontaliers de la RDC de se mettre d'accord sur des mécanismes de coordination, de collaboration et de communication transfrontalières, se convenir d'un plan d'action transfrontalier commun pour la préparation et l'intervention en cas d'urgence et adopter un accord de partage de données en temps opportun axé sur Ebola et d'autres menaces pour la santé publique qui préoccupent les pays participants.

La mise en place d'un cadre de concertation entre la RDC et les pays voisins permettra de mener une lutte commune pour venir à bout de cette maladie qui a causé la mort de plus de deux mille personnes. Cet outil de collaboration transfrontalière vise également à mieux se préparer et répondre à l'épidémie d'Ebola, déclarée dans la partie est de la RDC depuis le 1er août 2018, ainsi qu'à assurer un partage opportun des informations critiques pour une réponse rapide et un contrôle de cette maladie.

Le vice-ministre de la Santé de la RDC, Albert Mpeti Biyombo, qui a ouvert cette rencontre, a affirmé que cette dixième épidémie est désormais sous contrôle grâce aux efforts du gouvernement et de ses partenaires, y compris l'engagement progressif de la communauté. « Le gouvernement de la RDC, conscient du risque



Des participants à la réunion

de la propagation de cette épidémie à travers ses voisins, pays du Grand Lac et le monde entier, a adopté un certain nombre de stratégies, conformes au règlement sanitaire international adopté en 2005 (RSI 2005), parmi lesquelles le renforcement de la surveillance sanitaire transfrontalière, le partage d'informations et les actions communes de santé publique qui nécessitent l'implantation des mécanismes de coordination et de collaboration transfrontalière », a déclaré le vice-ministre de la Santé. Plusieurs activités postérieures

à cette réunion ministérielle seront organisées, notamment l'élaboration d'un plan d'action pour la coordination et la collaboration et d'une plate-forme technique sur le Web pour le partage d'alertes et de données sur les maladies cibles. A l'issue de ces assises, la RDC et ses neuf pays voisins ont approuvé un cadre commun visant à renforcer la collaboration transfrontalière en matière de préparation et de réponse à la maladie à virus Ebola et autres épidémies. Ces assises sont ar-

ticulées autour des résultats de la réunion technique qui s'est tenue, du 14 et 15 août dernier toujours à Goma, sur le partage des expériences et la mise en place des mécanismes visant l'amélioration de la collaboration transfrontalière en matière de préparation et d'intervention d'urgence, particulièrement de la maladie à virus Ebola avec comme recommandation l'engagement et l'approbation des hauts dirigeants au niveau ministériel.

Blandine Lusimana

PALUDISME

L'artémisia, une solution pour des gens pauvres

Au cours de la conférence de presse sur la plante qui a eu lieu le 19 octobre, dans la ville océane, le Dr Lucile Cornet-Vernet, fondatrice de la Maison de l'artémisia, a insisté sur le fait que cette plante peut aussi être un moyen de lutte contre les faux médicaments en Afrique.

Aider la population pauvre à se soigner du paludisme et l'éradiquer, c'est l'objectif que s'est fixé la Maison de l'artémisia, une ONG française à but humanitaire qui œuvre pour la promotion de cette plante. La conférence de presse destinée à la vulgariser a permis au Dr Lucile Cornet-Vernet de présenter les quinze études cliniques réalisées sur l'artémisia annua (d'origine chinoise) et afra (d'origine africaine). Des études ayant prouvé l'efficacité de ces deux plantes qui, prises en infusion, guérissent et préviennent du paludisme, maladie parasitaire qui ne cesse de faire des victimes chaque année (cinq cent mille décès par an), surtout en Afrique. C'est la raison pour laquelle la Maison de l'artémisia y a axé son action.

Pour rendre accessible l'artémisia dans ce continent et permettre à sa population pauvre de se soigner du paludisme, cette ONG crée des pôles de compétences (appelés Maisons de l'artémisia, un réseau de médecins, chercheurs, agronomes, agriculteurs et autres) dans les pays. Le but est d'assurer la formation et la culture de cette plante et permettre aux Africains de faire des recherches dans leur propre pays, avec du matériel fabriqué



sur place. Le projet artémisia est pour une solution locale, efficace et pas chère, qui convient bien à la population vulnérable vivant dans des zones rurales où l'accès aux soins médicaux et aux médicaments est difficile.

L'artémisia s'avère aussi être un moyen de lutte contre les faux

Le Dr Lucile Cornet-Vernet, au centre, lors de la conférence de presse à Pointe-Noire/Adiac médicaments, particulièrement les faux anti palustres. « 30 % de médicaments sont faux en Afrique, l'accessibilité est aussi un vrai souci. On s'est dit pourquoi ne pas utiliser l'artémisia, cette solution complémentaire qui est d'avoir ce buisson qui pousse dans les jardins et qui permet aux gens pauvres, n'ayant pas la possibilité d'acheter un médicament, de pouvoir se soigner d'un paludisme simple qui est avéré », a expliqué le Dr Lucile Cornet-Vernet. Par ailleurs l'artémisia, qui guérit aussi d'autres maladies parasitaires

comme la bilharziose, n'est pas encore recommandée aux femmes enceintes et aux bébés. Des études doivent être menées dans ce sens. En outre, conscient de l'efficacité de cette plante sur le paludisme, la Maison de l'artémisia met en place un consortium avec de grands instituts de recherche afin que cette plante soit reconnue par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme une solution complémentaire et efficace pour soigner le paludisme simple. L'objectif est aussi de réunir les communautés des Maisons de l'artémisia ainsi que toutes les personnes intéressées pour faire des plaidoyers auprès des gouvernements et de l'OMS, a indiqué Lucile Cornet-Vernet.

Notons que la Maison de l'artémisia est présente au Congo à travers son pôle de compétence la Maison de l'artémisia Congo-Brazzaville, basée à Pointe-Noire. Elle promeut l'artémisia dans le pays et met à disposition des semences pour permettre à chaque famille de la cultiver. Ce pôle possède des antennes dans les villes de Dolisie (département du Niari) et Brazzaville où le Dr Lucile Cornet-Vernet animera d'autres conférences, les 21 et 24 octobre.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

KOUILOU

La ré-scolarisation des jeunes filles souhaitée

En marge de la Journée internationale de la jeune fille, célébrée le 11 octobre, la directrice départementale de la promotion de la femme, Doris Néné Ema Florice Samba, s'est entretenue, le week-end dernier, avec la presse locale, pour faire l'état des lieux sur la situation de la jeune fille dans le département.

La Journée internationale de la jeune fille vise à mettre en lumière ses besoins et répondre aux défis auxquels elle fait face. Doris Néné Ema Florice Samba, nouvellement nommée directrice de la Promotion de la femme au Kouilou, a indiqué que la situation de la jeune fille dans ce département n'était pas bonne, la mettant dans une position d'assistée.

Elle a, en effet, souligné la nécessité de ré-scolariser les jeunes filles rurales dont la majorité a abandonné l'école pour plusieurs raisons, entre autres, le manque d'orientation, les grossesses et les maternités précoces, les violences sous toutes les formes. « Pour que la fille rurale trouve une vie meilleure, il faut la ré-scolariser; implanter des centres de santé en milieu rural pour faciliter le planning, inciter les filles à se scolariser; créer des formations sur les métiers qui recrutent, inciter la création des petites et moyennes entreprises ainsi que des petites et moyennes industries », a-t-elle souligné, tout en rappelant que les jeunes filles ont aussi droit à l'éducation et à la santé. C'est, d'ailleurs, dans ce cadre qu'elle les a

invitées à se faire dépister du cancer. La directrice départementale de la Promotion de la femme a également exprimé à la presse son souci de communiquer pour se faire écouter non seulement par les filles mais aussi par toute la population afin de promouvoir l'autonomisation des filles et l'application de leurs droits humains à tous les niveaux.

A cet effet, d'ailleurs, l'ONU Femme souligne, dans l'un de ses rapports: « De nombreux engagements pris en faveur des filles n'ont toujours pas été honorés. Chaque année, douze millions de filles de moins de 18 ans sont mariées, cent trente millions de filles dans le monde ne sont pas toujours scolarisées et environ quinze millions d'adolescentes de 15 à 19 ans ont été soumises à des rapports sexuels forcés. Plus de 1,1 milliard de filles dans le monde en ont assez. Cette année, l'ONU Femme a appelé à la concrétisation des engagements qui ont été pris, il y a près de 25 ans, ainsi qu'à l'instauration d'un avenir meilleur pour toutes et tous ».

Charlem Léa Itoua

BALLON D'OR 2019

Luka Modric ne défendra pas son titre

France football a dévoilé, le 21 octobre, la liste des trente nominés pour succéder au Croate. Le vainqueur de la dernière édition a déjà passé la main avant même le vote puisque le joueur du Real de Madrid ne figure même pas sur la liste.

Le meilleur joueur de la dernière Coupe du monde en Russie paie une saison en demi-teinte avec son club. Lui étant absent, ses prédécesseurs, notamment Cristiano Ronaldo et Lionel Messi, sont en course pour une sixième consécration chacun. Le Portugais a établi un nouveau record personnel en atteignant la barre de sept cents buts lors des éliminatoires de l'Euro 2020. L'Argentin, qui a d'ailleurs été récompensé par le prix Fifa The best, a terminé en tête de classement des buteurs européens avec trente-six réalisations.

Devant les deux stars, Sadio Mané et Mohamed Salah convoitent aussi ce prix. Les deux joueurs africains ont remporté la Ligue européenne des champions avec Liverpool puis ont terminé co-meilleurs buteurs de la Premier League avec un autre Africain, le Gabonais Pierre Emerick Aubameyang. En dehors de Luka Modric, d'autres joueurs et non pas les moindres manquent à l'appel. On note parmi eux les Brésiliens Neymar et Philippe Coutinho, les Uruguayens Luis Suarèz et Edison Cavani, le Gallois du Real de Madrid, Gareth Bale; l'Espagnol Sergio Ramos; les Français Raphaël Varane, Ngolo Kanté et Paul Pogba; le Belge Thibault Courtois, l'Anglais Harry Kane... Notons que le Ballon d'Or 2019 sera décerné le 2 décembre à Paris, en France. L'organisation du vote, la publication des résultats et la remise du trophée sont assurés par France football. Le jury international est composé de cent quatre-vingt-quinze journalistes à raison d'un par pays. Chaque jury établit une liste de cinq joueurs. Pour faire leur choix, les journalistes doivent respecter trois critères: les performances du joueur et son palma-

res sur l'année, la «classe» du joueur, son charisme et sa capacité à respecter les règles du fair-play ainsi que sa carrière. Cette année, France football a innové avec le prix Yachine pour récompenser le meilleur gardien.

La liste des trente nominés Sergio Aguero (Manchester City/Argentine), Trent Alexander-Arnold (Liverpool/ Angleterre), Alisson Becker (Liverpool/ Brésil), Pierre Emerick Aubameyang (Arsenal/ Gabon), Karim Benzema (Real Madrid / France), Bernardo Silva (Manchester City / Portugal), Cristiano Ronaldo (Juventus Turin / Portugal), Kevin De Bruyne (Manchester City / Belgique), Frenkie de Jong (FC Barcelone / Pays-Bas), Matthijs de Ligt (Juventus Turin / Pays-Bas), Roberto Firmino (Liverpool / Brésil), Antoine Griezmann (FC Barcelone / France), Eden Hazard (Real Madrid / Belgique), Joao Felix (Atlético Madrid / Portugal), Kalidou Koulibaly (Naples / Sénégal), Robert Lewandowski (Bayern Munich / Pologne), Hugo Lloris (Tottenham / France), Sadio Mané (Liverpool / Sénégal), Riyad Mahrez (Manchester City / Algérie), Marquinhos (PSG / Brésil), Kylian Mbappé (PSG / France), Lionel Messi (FC Barcelone / Argentine), Mohamed Salah (Liverpool / Egypte), Heung-min Son (Tottenham / Corée du Sud), Raheem Sterling (Manchester City / Angleterre), Dusan Tadic (Ajax Amsterdam / Serbie), Marc-André ter Stegen (FC Barcelone / Allemagne), Donny van de Beek (Ajax Amsterdam / Pays-Bas), Virgil van Dijk (Liverpool / Pays-Bas), Georginio Wijnaldum (Liverpool / Pays-Bas).

James Golden Eloué et Maliche Mbou-Eta (stagiaire)

République du Congo

CONSTRUCTION DES SALLES DE CLASSE DU PARC NATIONAL NOUABALÉ-NDOKI (PNNN)

Octobre 2019

DAO FTNS-PNNN-01/2019

La Fondation pour le Tri-National de la Sangha (FTNS) a reçu un financement de KfW pour financer le coût de la Construction des salles de classe au Parc National Nouabalé-Ndoki (PNNN).

La FTNS invite, par le présent Avis d'Appel d'Offres, les Soumissionnaires éligibles à présenter leurs Offres sous pli fermé, pour la réalisation d'un bâtiment scolaire de trois salles de classe de 72 mètres carré chacune avec toilettes externes selon la définition des plans. La période de construction est estimée à 12 mois.

La soumission d'Offres sera réalisée conformément aux dispositions de la procédure d'Appels d'Offres Nationaux avec qualification telle que stipulée dans les Lignes directrices de KfW pour la passation de marchés de biens, de travaux et de services associés pour la coopération financière avec les pays partenaires (« Lignes directrices de KfW »).

Un jeu complet des Documents d'Appel d'Offres est à la disposition des Soumissionnaires éligibles intéressés sous format électronique et sur demande à l'adresse secretariatftns@fondationtns.org. Toute information supplémentaire peut être obtenue à la même adresse.

Les Offres doivent être envoyées à l'attention d'Eric Arnhem à l'une des adresses ci-dessous :

-Le bureau WCS à Brazzaville – 151 Avenue Charles de Gaulle, Plateau-Ville, Brazzaville.

-Le bureau WCS à Ouesso, Avenue principale, proximité Conseil

Economique.

-Le Parc National de Nouabalé Ndoki, Bomassa, District de Kabo, Département de la Sangha).

Tél : + (242) 05 7472121

Pays : République du Congo

Ou à l'attention de Théophile Zognou

Bureau exécutif de la Fondation pour le Tri-National de la Sangha, Derrière Usine Bastos, Quartier Bastos, Yaoundé

BP. 35372 Yaoundé, Cameroun

Tél: + (237) 698 30 45 33

Pays : Cameroun

La visite du site obligatoire pour la recevabilité de l'offre sera possible entre le 4 et le 8 Novembre 2019 à Bomassa, district de Kabo, département de la Sangha.

Les offres sont à déposer au plus tard à 12h précise le 14 novembre 2019. Les Offres reçues hors délais seront exclues. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants désignés par les soumissionnaires.

Une Garantie de Soumission est à joindre à toutes les soumissions.



SOFAPRAL - SARL
Société de Fabrication des Produits Alimentaires
B.P. : 4230 Pointe Noire - Congo Email: secretariat@sofapral.com
Tél : 00242 670 32 32

Pointe Noire, le 11 Octobre 2019

COMMUNIQUE

La Direction de la Société SOFAPRAL porte à la connaissance du public et de son aimable clientèle que **M NJANGA NGUEFA Stéphane Thierry**, occupant précédemment le poste de commercial dans son agence de Brazzaville ne fait plus partie de ses effectifs.

Par conséquent, elle décline sa responsabilité pour toutes les transactions que ce dernier pourra effectuer en son nom aussi bien auprès de ladite clientèle que toute autre société avec qui elle est en relation d'affaires.

LA DIRECTION


Unité de gestion du
Parc National
Nouabalé-Ndoki**FONDATION
NOUABALÉ
NDOKI**République du Congo
Unité, Travail, Progrès**AVIS DE RECRUTEMENT**

Publié le : 1811012019

Poste : Mécanicien poids lourds (H/F) Localisation : Bomassa (Congo)

Contexte :

L'Unité de Gestion du Parc National de Nouabalé-Ndoki (PNNN) est à la recherche de candidats professionnels et motivés pour combler un poste de mécanicien poids lourds (H/F). Il/elle sera sous l'autorité et la supervision de la Logistique et travaillera en étroite collaboration avec le Chef du parc motorisé de l'Unité de Gestion du Parc (UGP).

Responsabilités :

Il/elle aura entre autres, les principales responsabilités suivantes :

- Préparation, réparation et entretien préventifs et correctifs des véhicules suivant les procédures prédéfinies en utilisant les outils de diagnostic.
- Intervention sur des systèmes électriques, électroniques, pneumatiques, hydrauliques et optiques.
- Respect des procédures, instructions techniques et méthodologies de réparation du constructeur. Ainsi que les procédures qualité et environnement en vigueur dans l'entreprise.
- Assurer le contrôle technique des véhicules.
- Informez le chef du parc motorisé, au besoin le Chef de Service logistique & Infrastructures, sur les problèmes ou anomalies rencontrés en cours d'intervention.

Aptitudes recherchées

- Maîtrise des outils de diagnostic (Valise Diagnostic) et de la logique de raisonnement de diagnostic.
- Excellentes capacités d'organisation
- Être méthodique
- Avoir une bonne condition physique
- Capacités à vivre dans des conditions très

rustiques, en endroit enclavé pendant de longues durées

Profil du candidat

- Permis PL est un plus.
 - Être titulaire d'un BTS en mécanique et disposez de connaissances solides en mécanique PL
 - Justifiez d'une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans le domaine du Poids Lourd, particulièrement sur la marque ATEGO.
 - Avoir des compétences en électricité auto, électronique, mécanique PL et multiplexage. Documents à fournir et date limite
 - Curriculum vitae détaillé ;
 - Lettre de motivation (1 page maximum), avec trois références.
- Votre candidature doit être envoyée par mail à l'adresse suivante : ndokirh@wcs.org, Merci de mentionner « Mécanicien poids lourds (H/F) » dans l'objet de l'email. La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 15 novembre 2019.

Ou bien, veuillez déposer votre candidature à l'une des adresses suivantes :
Brazzaville: Direction Générale de WCS-Congo, 151 avenue Général de Gaulle Plateau Ville BP 14537;
Likouala: ONEMO Impfondo ou La réserve Communautaire du Lac-Télé ou encore à Makao;

Sangha: ONEMO Ouesso, Bureau WCS Ouesso ou encore à Bomassa, PNNN
NB:Seuls les candidats présélectionnés seront contactés à passer les différents entretiens.

Fait à Bomassa, le 18 octobre 2019
Pour la Direction du Parc,
Camille RAYNALD
Chef de Service Administratif et Financier
Parc National Nouabalé-Ndoki



FESTIVAL TUSÉO

Une quinzaine d'artistes humoristes attendue à Brazzaville

L'événement se déroulera du 24 au 26 octobre à l'Institut français du Congo et au Centre culturel russe, sur le thème « Quinze ans d'éclats...de rire ».

Le rendez-vous international du rire de Brazzaville groupera en trois jours de artistes humoristes et musiciens aux potentialités exceptionnelles d'Afrique et d'Europe. Cette douzième édition, présentée par l'association Union des femmes artistes du Congo, tient à rendre un vibrant hommage au comédien Kaba Ndu-di « Kabass », l'un des doyens de l'humour au Congo. Il a été source d'inspiration pour beaucoup d'humoristes, notamment à la comédienne congolaise, Germaine Ololo, fondatrice de la compagnie théâtrale « Issima » et du Festival international d'expression féminine.

Cette fête du rire s'annonce très chaleureuse avec une programmation très riche en spectacles, ateliers, rencontres, expositions, master class, projection et musique.

Le public brazzavillois découvrira les talents d'une multitude d'artistes

comédiens, humoristes et peintres qui viendront de différents horizons, notamment Naz'R de la République du Congo qui présentera «La vie de couple»; Djaust Pouna (Congo) dans «Le changement»; Yann Mounouata (Congo) qui livrera « Les bienfaits de l'humour»; Béranger Loundou (Congo) attendu dans « La vie est comme un match de football»; Stéphanie Bluetooth (Congo) qui proposera «L'univers de Stéphanie Bluetooth»; Kimana Formidable (Congo): «Je rigole donc je suis»; Commandant Ngi (RDC): «La tracasserie morale»; Kromozom (Benin): «Mon père est un comique»; Pimientito petit piment (Cameroun): «Dans la poubelle»; Moïse Tchafin Bangoura (Guinée Conakry): «Natss aman»; Pathé Camara (Mauritanie): «Unité nationale»; Tristan Lucas (France): «Entier»; Valentin Vieyra (Togo): «Les sans titres de Valentin».

Les invités officiels en musique sont le groupe Miauh Style Music (Angola, France et Espagne); Achille Mouebo et Amy Flore (Congo).

Créé en 2003, le festival TuSéo œuvre depuis 2004 pour la promotion et la création contemporaine des humoristes d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique en donnant chaque année aux artistes professionnels ainsi qu'aux débutants l'occasion d'exprimer leurs talents et au public de se défouler. Il est initié par l'artiste comédienne congolaise, Lauryathe Cephyse Bikouta, qui vit entre Paris et Brazzaville.

« TuSéo » veut dire éclat de rire en langue vernaculaire, lari. Il désigne le premier festival international du rire en République du Congo dans la sous-région Afrique centrale. Cet évé

Qui sont donc ces humoristes ?

Valentin Vieyra, artiste humoriste

togolais et formateur en techniques d'écriture humoristique, est directeur et producteur du festival international d'humour le « Débat du rire », qui se déroule dans un format de saison chaque année. Sa quatrième saison sera lancée, le 23 novembre, à Lomé.

Son spectacle «Les sans titres de Valentin» est une autodérision construite avec des observations réelles et des comparaisons dans des sketches qui racontent, dans une ambiance comique et d'interactivité avec son public, le vécu quotidien de l'artiste, un quotidien commun à la jeunesse africaine. De son enfance passée auprès de sa grand-mère à la fois douce et rigoureuse, de son grand-père, en passant par son cursus scolaire particulier, ses relations amoureuses jusqu'à son actualité, Valentin Vieyra promet au public un délire total de rire, le 25 octobre. Il a

participé à la saison 8 du «Parlement du rire».

Le spectacle «La tracasserie morale», de Commandant Ngi, humoriste de la République démocratique du Congo, retrace le mauvais comportement de la jeune fille de la génération WhatsApp, Imo, Facebook et Messenger. Commandant Ngi invite chacune d'elles à devenir agent des changements et avoir la capacité de s'auto évaluer, de se débarrasser des mauvaises compagnies, ainsi que de l'influence que nous subissons sur les réseaux sociaux.

Par contre, Béranger Loundou du Congo Brazzaville exhorte le public, dans son spectacle «La vie est comme un match de football», à garder espoir comme Liverpool face au Barcelone car la remontada est possible, peu importe ce qui arrive dans la vie.

Rosalie Bindika

LIVRE

« Mbote, un amour », un appel poétique à l'engagement citoyen

Paru en août dernier aux éditions Edilivre, le nouveau recueil de poèmes d'Hermann Mizidy évoque à la fois le respect écologique, les atouts des nouvelles technologies et les merveilles de la nature. L'ouvrage sera au cœur d'une présentation-dédicace, les 16 et 19 novembre, à Brazzaville puis à Pointe-Noire.

Après un premier recueil de poèmes, « Wa ! Ecoute ! », paru en 2016 aux mêmes éditions, l'auteur revient sur le devant de la scène littéraire avec son nouvel ouvrage « Mbote, un amour ».

Structuré sur cent quarante-quatre pages à travers soixante-seize poèmes, le deuxième recueil de l'écrivain congolais exalte autant la joie et la bonne humeur qu'il aime partager dans ses textes agencés subtilement.

Citoyenneté, amour, gaieté, espoir, respect, nostalgie, souvenir, responsabilité écologique, droits de l'homme... vont et reviennent dans une écriture singulière en vers libres et quelquefois en prose. Avec un accent particulier sur la vie sociale, Hermann Mizidy présente une littérature ayant pour but l'effet d'appels et de sensibilisation. C'est, d'ailleurs, pour cela que l'écrivain a pris du plaisir à composer des textes fluides, facilement compréhensibles, qui expriment de façon ludique et pédagogique l'importance d'être intègre, amoureux de soi et des autres, et de protéger l'environnement le plus tôt. Dans son livre, Hermann Mizidy fait particulièrement un clin d'œil utile aux langues du terroir, arrosé plus ou moins par la nostalgie de les voir disparaître si on ne les transmettait pas continuellement de génération en génération.

De simples textes classiques, l'auteur se distingue grâce à la beauté des descriptions et les différents messages transmis. A cet effet, il appelle aux appartenances et appropriations collectives, à un engagement personnel et en chœur de chaque bénéficiaire des bienfaits de l'environnement comme les avantages de recycler. « Etre une colombe porteuse de paix »,



Hermann Mizidy

comme le souligne-t-il. Attaché à la protection de l'environnement, les bienfaits du numérique et les valeurs religieuses, Hermann Mizidy est arrivé dans la littérature suite à sa participation aux ateliers d'écriture initiés par l'Institut français du Congo, il y a de cela plusieurs années. Après avoir vu l'un de ses textes «La nature» être publié dans le livre de lecture «Horizons d'Afrique CE1», au programme de la formation scolaire au Congo-Brazzaville, l'auteur s'est senti booster et s'est lancé dans l'écriture jusqu'à ce jour.

Comptable de formation, conseiller économique, attaché en télécommunication et numérique, Hermann Mizidy est également membre de l'équipe de coordination du Salon Osiane.

Par ailleurs, il est encadreur de la jeunesse en numérique et environnement. Notons que le livre est disponible en ligne sur les sites web de la Fnac et d'Amazon.

Merveille Atipo

SIXIÈME CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS DE VOLLEY-BALL ZONE 4

Interclub prend le dessus sur Mwangaza

L'équipe championne du Congo (seniors hommes) a difficilement gagné sa rivale de la République démocratique du Congo (RDC), 3 sets à 2, le 21 octobre, au Gymnase Henri-Elendé de Brazzaville, lors des matchs comptant pour la deuxième journée de la compétition.



Une séquence du match Interclub-Mwangaza/Adiac

Animée par certains Diables rouges comme Kounkou, l'équipe de l'Interclub a dominé les deux premiers sets (25-19 puis 25-17). La multiplication des échecs à la réception a conduit les poulains du coach Ibata de relâcher, donnant ainsi la possibilité aux joueurs de l'équipe adverse de remporter successivement deux sets (25-22 et 25-14). C'est finalement au tie-break que l'Interclub a déployé toutes ses forces pour remporter la partie, 15-13. Avant cette rencontre, l'équipe camerounaise des Forces armées et police (Fap) a battu, toujours dans la catégorie masculine, l'Espoir de la RDC, 3 sets à 0. Chez les dames, Vita Club de la RDC s'est incliné 3 sets à 0 face aux Gabonaises de Funny. La rencontre entre FC la Loi et DCMP, deux clubs de la RDC, s'est soldée en faveur des dames du FC la Loi, 3 sets à 0. Fap a, pour sa part, pris le dessus sur Canon de Djili, 3 sets à 0.

Bon début de Kinda Odzoho

La section masculine du club a aligné, dimanche, son deuxième succès en autant de matchs, après s'être imposée, trois sets à un, devant Volleyball club Espoir de la République démocratique du Congo. Kinda Odzoho débute bien le match en gagnant la première manche par 26 à 24 sans pourtant réussir à enchaîner. Le VC Espoir gagne le prochain set 25-17 puis

revient à la hauteur des Brazzavillois. La suite des débats a tourné à l'avantage de Kinda Odzoho qui a validé les deux derniers sets par des victoires étriquées (25-23, 25-22).

Lors du lancement de la compétition, le 19 octobre, cette équipe avait pris le meilleur sur Fap du Cameroun, trois sets à zéro. (25-21, 28-26 et 32-30).

Cependant, la section dame de Kinda Odzoho n'a pas été à la hauteur face à Funny du Gabon. Après avoir gagné le premier set 25-20, elle s'est inclinée finalement un set contre trois (14-25, 21-25 et 15-25). La deuxième rencontre des dames a tourné à l'avantage de Canon qui a triomphé devant La Loi au tie-break, trois sets à deux. Canon a gagné les deux premières manches (25-18, 25-17) avant que son adversaire refasse tout son retard (18-25, 23-25). Mais c'est au tie-break que cette équipe a eu le second souffle (15-11).

Le 20 octobre, la Direction générale de la sécurité présidentielle a battu V Club de Kinshasa sur tapis vert, trois sets à zéro (25-00, 25-00 et 25-00). Chez les messieurs, Fap s'est relancé en battant DCMP trois sets à zéro (25-11, 25-17 et 25-06). Mwangaza a dominé Inter sur ce même score.

James Golden Eloué
et Rude Ngoma